

***l'Anti*capitaliste**

n°389 | 22 juin 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE CETTE MAJORITÉ MACRONISTE MAL ÉLUE



RÉSISTER ET CONSTRUIRE UNE OPPOSITION RADICALE

Dossier

LGBTI

Pages 6 et 7

ÉDITO

Londres: les flammes de la colère
Page 2

PREMIER PLAN

Proche-Orient: alors que l'état
se resserre autour de Daesh,
les tensions régionales montent
Page 2



ACTU SOCIALE

Cancers professionnels: salariés
exposés mais non reconnus
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fathi Chamkhi
sur la situation en Tunisie
Page 12



édito

Par ISABELLE GUICHARD

Londres : les flammes de la colère

Dans la nuit du 14 juin, une tour de logements sociaux à Londres a été ravagée très rapidement par un incendie. Lundi, le bilan pas encore définitif était de 79 mortEs, des disparus et des dizaines de blessés. Mohammed, Khadija, Jessica, Ali, Rania, Ibrahim, Sheila, Farah, Isaac, Omar, Nadia, Bassem, leurs familles, leurs enfants, sont morts. Beaucoup sont blessés, et touTEs sont sans toit. 24 étages, 600 personnes, dont beaucoup ont été sauvées parce qu'elles n'ont pas respecté des consignes de sécurité indiquant de rester dans les appartements derrière les portes censées faire coupe-feu. Si elles l'avaient fait, elles auraient été piégées parce que le feu s'est propagé extrêmement vite par le revêtement extérieur: en une demi-heure, ce très grand bâtiment a été entièrement pris par les flammes et des fumées noires. Ce revêtement a été posé l'an dernier pour assurer l'isolation thermique et améliorer l'aspect extérieur de la Grenfell Tower située dans un quartier de plus en plus gentrifié de Londres (Portobello Road). Les éléments techniques, encore contradictoires, se multiplient, permettant de penser qu'on n'aurait pas dû poser ce type d'isolant. Ce dernier est d'ailleurs interdit aux États-Unis et dans l'Union européenne pour des immeubles de cette hauteur, et il aurait permis une minable économie de quelques milliers d'euros en ne posant pas des panneaux résistants au feu...

Les locataires ont vite dénoncé l'absence d'issue de secours, d'extincteurs, et d'alarme incendie. Theresa May, qui s'est rendue sur place, n'a pas voulu rencontrer les victimes... Elle a dû admettre – face à la colère des locataires et aux manifestations de soutien – qu'il fallait augmenter les sommes allouées pour le secours aux victimes, leur relogement et le nombre de personnels sur place. Mais elle a bien entendu rejeté la proposition de Corbyn de réquisitionner des logements vides! Un tel drame pourrait aussi arriver ici... Il y a peut-être des règles de sécurité plus strictes en apparence, mais elles ne s'appliquent pas aux bâtiments anciens, et 1974 (date de construction de la tour Grenfell), c'est de l'ancien, comme beaucoup de nos tours et de nos bars dans les quartiers populaires. Et comme le dit un technicien, «Le polystyrène expansé et la mousse polyuréthane ont la même formule à Londres ou Paris». Cela brûle aussi vite... On a bien compris la règle: pour le logement des classes populaires, la seule consigne d'insécurité, c'est le moins cher possible!

À la Une

Contre cette majorité macroniste mal élue Résister et construire une opposition radicale

Avec son calendrier qui transforme les législatives en troisième et quatrième tour de la présidentielle, le système électoral à fait son œuvre. Boosté par l'élection de Macron, La République en Marche (LREM) et ses 309 éluEs n'a même pas besoin des 42 du Modem pour avoir la majorité absolue à l'Assemblée nationale...

Le néolibéralisme a, au moins formellement et temporairement, trouvé son personnel politique, son «parti-entreprise», avec son chef tellement médiatique, sa communication et ses éléments de langage, son service RH et son casting du «renouvellement».

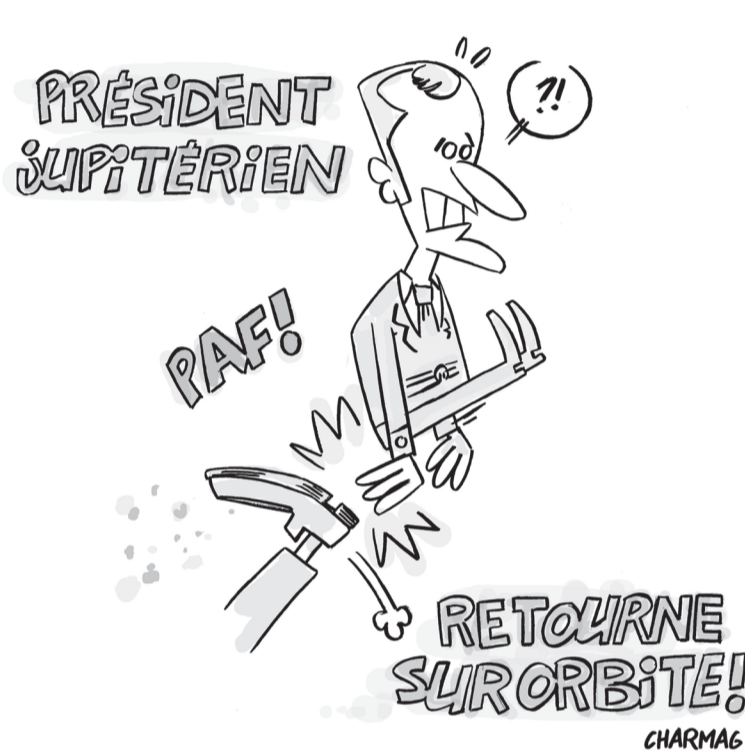
Très majoritaire certes, mais plus encore illégitime

Mais ce n'est rien de dire que Macron, s'il a une nette majorité parlementaire, est loin d'avoir la légitimité pour mettre en œuvre sa contre-révolution libérale et autoritaire. Avec 56,6%, l'abstention bat tous les records historiques. Près de six inscritEs sur dix ne sont pas allés voter.

Le gouffre entre la représentation politique et la population n'a jamais été aussi profond. La crise démocratique est loin d'avoir été réglée par cet épisode électoral. Celui-ci n'en constitue qu'un nouvel épisode, mais un épisode ravageur pour les deux partis piliers du système institutionnel qui se sont succédé au gouvernement pour mener des politiques antisociales, productivistes et antidémocratiques.

«La fin d'une époque»

Avec 126 sièges, le groupe LR-UDI peut sembler sauver les meubles, mais ce serait oublier que la droite espérait, en toute logique d'alternance, sortir triomphante de la présidentielle, puis des législatives. Mais ça, c'était avant... Et la crise est loin d'être achevée: la droite pourrait se scinder en deux groupes, l'un d'opposition à la majorité macroniste, l'autre «constructif» et prêt à



voter la confiance au gouvernement. C'est Valérie Pécresse (si, si!) qui résume le mieux la situation de la droite: «Ce n'est pas une défaite, c'est la fin d'une époque. (...) Il faut tout refaire du sol au plafond»...

Ce constat sans appel s'applique aussi, et plus encore, au Parti socialiste, qui n'aura plus que 29 députés, le pire résultat de son histoire. Il est purement et simplement rayé de la carte électorale dans d'anciens bastions comme le Nord, le Pas-de-Calais ou la Seine-Saint-Denis. En plus d'être laminé, il est lui aussi fracturé entre les «Macron-compatibles», parfois ex-ministres comme Stéphane Le Foll ou George

Pau-Langevin, toujours bénéficiaires de l'absence de candidatE LREM face à eux, et celles et ceux qui se réuniront le 1^{er} juillet dans la perspective de créer un nouveau mouvement avec Benoît Hamon.

C'est précisément dans le Nord-Pas-de-Calais que le Front national réalise sa plus spectaculaire percée avec cinq députés, dont sa cheffe. Globalement, l'entrée de huit députéEs FN à l'Assemblée, même si c'est insuffisant pour constituer un groupe, est un avertissement comme l'étaient les près de 11 millions de voix pour Marine Le Pen à la présidentielle. N'en doutons pas, l'extrême droite cherchera à

mettre à profit cette tribune pour se présenter comme l'opposition au gouvernement.

Quelle opposition ?

C'est bien cette question qui reste la plus brûlante. Pour ce second tour, nous avons appelé à voter pour les candidatEs de La France insoumise ou du PCF, et nous saluons donc l'élection de 27 d'entre eux et elles. Mais au-delà des problèmes politiques qui subsistent, de la division et des volontés d'hégémonie, il est évident que ce n'est pas à l'Assemblée nationale que ces prochains jours, ces prochaines semaines, ces prochains mois, va s'organiser l'opposition au macronisme.

C'est bien dans les luttes locales, dans les mobilisations nationales, dans la rue, que nous allons devoir résister à l'offensive programmée sur tous les terrains, contre la destruction du droit du travail et de la protection sociale, pour les libertés démocratiques contre l'état d'urgence à perpétuité, contre les projets productivistes destructeurs... Ensemble, syndicalistes, militantEs politiques, défenseurEs des droits démocratiques, militantEs du climat, antiracistes et féministes... nous devons débattre des moyens de reprendre l'offensive, en construisant et coordonnant nos mobilisations, mais aussi en proposant, à partir de nos luttes, le projet d'une société débarrassée du capitalisme, du productivisme, de l'exploitation et de toutes les oppressions. C'est ce que nous proposons de débattre ensemble au plus vite, notamment par des rencontres et réunions unitaires.

Christine Poupin

PROCHE-ORIENT

Alors que l'étau se resserre autour de Daesh, les tensions régionales montent

L'étau continue à se ressermer sur Daesh/État islamique (EI), et sur ses «capitales» Raqqa et Mossoul, tandis que les tensions militaires continuent à s'accroître entre différents acteurs internationaux et locaux en Syrie.

Les forces armées irakiennes, assistées par des milices fondamentalistes chiites et soutenues par l'aviation de la coalition internationale, ont lancé leur offensive le 18 juin contre le dernier bastion de l'EI dans la vieille ville de

Mossoul. Environ 100 000 civils irakiens restent piégés dans cette zone dans des conditions extrêmes. La perte de Mossoul serait un coup très dur porté à Daesh, mais l'assaut pour libérer la ville mené depuis presque huit mois n'a pas empêché la continuation des attaques terroristes meurtrières contre des zones civiles ailleurs en Irak.

Raqqa sous pression militaire

En Syrie, l'offensive militaire sur la ville de Raqqa – lancée depuis novembre 2016 par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les troupes du YPG (branche militaire du PYD kurde) accompagnées par quelques forces armées arabes – continue toujours pour chasser l'EI, avec l'assistance de

la coalition internationale menée par les États-Unis. Après être entrées dans la ville le 6 juin, les FDS se sont emparées d'un quartier dans l'est et d'un autre dans l'ouest. Elles se situent maintenant presque aux portes de la vieille ville, qui est densément peuplée, ce qui devrait compliquer les opérations, comme c'est le cas à Mossoul.

Après la fuite de milliers de personnes ces derniers mois, l'ONU estime à 160 000 le nombre d'habitants qui y restent dans des conditions se détériorant de jour en jour. Les civils de Raqqa, en plus de souffrir de l'occupation de l'EI, ont subi les bombardements meurtriers de la coalition internationale. Une enquête des Nations unies sur les crimes de guerre a révélé qu'au

moins 300 civils ont été tués à Raqqa lors des attaques aériennes US et de la coalition depuis mars.

Combats croisés en Syrie

Dans le même temps, l'armée syrienne et les milices soutenues par Téhéran ont intensifié leurs attaques et bombardements autour de Deraa au sud du pays, préparant une campagne à grande échelle pour reprendre toute la région aux groupes de l'opposition. Les civils sont toujours les premières victimes. Les troupes du régime de Bachar el-Assad se sont aussi emparées de nouvelles positions à l'ouest de Raqqa. Le régime Assad veut atteindre deux objectifs à travers cette avancée: sécuriser le flanc est de la province adjacente d'Alep et progresser contre l'EI dans les autres provinces de Homs et Deir Zor, également voisine de Raqqa. Les avancées des forces pro-régime Assad ont renforcé les tensions locales et régionales entre différents acteurs.

BIEN DIT

J'ai l'impression de faire le travail de l'État...

L'agriculteur CÉDRIC HERROU, lors de son procès en appel lundi 19 juin. Il est – toujours – jugé pour l'aide apportée aux migrantEs à la frontière franco-italienne...

Un monde à changer

LA FUMISTERIE DE LA «SOCIÉTÉ CIVILE». Les «macroniens» n'ont que l'expression «société civile» à la bouche: la France se diviserait désormais entre la «société civile» et... on ne sait trop qui. Les ouvriers (est-ce que ça existe encore d'ailleurs?), les travailleurs sont supposés danser une joyeuse farandole avec patrons et traders...

L'Insee vient de publier des données sur l'année 2016 dans une nomenclature dont on peut contester les frontières mais qui n'empêche pas ces chiffres d'être fort intéressants. Les ouvriers représentent 20,3% des salariéEs et les employéEs 27,4%. Au total, ces catégories professionnelles clairement à la fois exploitées et subordonnées dans leur travail regroupent donc 47,4% des actifs. Mais ce n'est pas tout: ce que l'Insee qualifie de «professions intermédiaires» représentent 25,8% des actifs. L'Insee y classe des travailleurs exerçant des métiers comme les infirmières, les techniciens, les enseignants du premier degré, etc. On arrive ainsi à trois quarts des actifs qui n'ont clairement que la vente de leur force de travail pour vivre. Et il en est de même pour une partie des «cadres et

professions intellectuelles supérieures» (17,8% des actifs), même si les choses deviennent plus compliquées à ce niveau.

Il ne s'agit pas d'un simple exercice abstrait de classement fait par une bande de gauchistes camouflés en statisticien. Ces catégories socio-professionnelles (pour reprendre la terminologie Insee) se reflètent dans les inégalités de revenus (le salaire net moyen des ouvrierEs et employéEs à temps plein ne dépasse pas 1700 euros par mois), d'espérance de vie (l'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier homme est de 59 ans... contre 69 ans pour un cadre), de risques pour la santé au travail, d'accès des enfants à l'enseignement supérieur, etc. Et derrière tous les baratins sur le «renouvellement», une chose demeure: «Le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital», comme l'a écrit Marx, reste écarté de la représentation politique: il y a zéro ouvrier à l'Assemblée nationale, et moins de 9% qui se déclarent employéEs. Alors qu'il y a près de la moitié d'ouvrierEs et d'employéEs dans la société!

DROIT DU TRAVAIL Construire la mobilisation

Lors du rassemblement organisé par le Front social, place de la Concorde à Paris, Mickaël Wamen annonçait que la quarantaine de rassemblements similaires qui se sont tenus ce lundi 19 juin avaient regroupé autant de monde que la manifestation du 8 mai, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle. Un élargissement géographique, mais pas de progression numérique significative. Avec pourtant une urgence.

Avec des succès électoraux rabaisés par l'ampleur de l'abstention, Macron et ses macronienEs ne se sentent pas si sûrs de leur capacité à mettre en œuvre aussi profondément et rapidement leur entreprise de destruction des droits des salariéEs. Le gouvernement fait du «Hollande»: multiplication des annonces provocatrices et des réunions de concertation avec les «partenaires sociaux» au contenu impossible à déchiffrer avec précision. Et puis, tout aussi traditionnelle, la fuite du rapport «à venir» du COR, indiquant que le «retour à l'équilibre financier du système de retraites, tous régimes confondus, ne devrait être atteint au mieux qu'au début des années 2040» et non plus, comme il l'avait prévu en 2016, au milieu des années 2020...

«Que diable, allait-il faire dans cette galère?»

Dans ces conditions, l'attitude des directions syndicales est réellement calamiteuse. Le gouvernement est bien conscient qu'à notre époque «médiatique», l'information est un enjeu essentiel. C'est dans ce



La Concorde en colère, lundi 19 juin. DR

contexte que s'inscrit le petit jeu des fuites et de leurs condamnations. Mais, plus sérieusement, la CGT, dans un compte rendu, pointe la volonté du gouvernement de garder secrètes les discussions entre partenaires: «Avant d'entrer dans le vif du sujet, le directeur de cabinet s'est fait insistant, en précisant qu'il attendait de nous une totale confidentialité sur le contenu de ces discussions... Les informations délivrées par le gouvernement se réduiraient au minimum.... Cela ressemble aux méthodes appliquées à l'entreprise, où l'on doit se parler

sous le sceau de la confidentialité». Mais la conclusion est plus qu'ambiguë: «Lors de la concertation, la délégation CGT aura à mesurer la pertinence ou non de rester ou de quitter la séance s'il s'avère que le gouvernement veuille négocier de la régression sociale». Cela alors que ce qui se joue, c'est non pas une «négociation» qui pourrait donner lieu à des «contreparties» mais seulement l'ampleur et la rapidité des reculs imposés par les ordonnances en fonction du rapport de forces dans lequel l'attitude des directions syndicales est un élément décisif.

Urgence!

La direction de la CGT place, une fois de plus, la question de l'unité syndicale au centre de son positionnement, en même temps que les interrogations sur la disponibilité des salariéEs à la mobilisation. Il est illusoire de prétendre à l'existence de centaines de mobilisations «invisibles» qui témoigneraient que le feu couve sous la cendre et l'étouffoir du rouleau compresseur électoral... Les mobilisations chez Tati, chez GM&S, à PSA et bien d'autres, témoignent certes

de résistances mais sans qu'elles portent en elles-mêmes la volonté de regroupement, de mise en commun, de la mythique convergence tant sur le fond que dans la forme. La «trahison» des directions syndicales, pour celles qui prétendent s'opposer sur le fond aux projets gouvernementaux, tient autant au faible soutien apporté à ces luttes locales qu'à leur refus de proposer des initiatives un tant soit peu centralisatrices. La multiplication, cette semaine et la semaine prochaine, d'initiatives locales, professionnelles, est à l'opposé de ce qui serait nécessaire. L'heure est à faire naître à la fois «à la base», mais aussi au travers des organisations syndicales, associatives, politiques, disponibles, des initiatives rassembleuses qui, sur la base du meilleur de la mobilisation contre la loi travail «socialiste», donne confiance, consolide, au lieu d'éparpiller; construisent un rapport de forces dans les entreprises, les quartiers, dans la rue. Il n'est pas (encore) trop tard pour placer une initiative début juillet. TouTEs ensemble.

Robert Pelletier

Voir aussi article en page 8

L'aviation étatsunienne a d'ailleurs abattu un avion de l'armée syrienne alors qu'il larguait des bombes près des FDS, soutenus par les États-Unis, dans la région de Resafa. L'appareil syrien a été abattu «dans un acte d'autodéfense collective», a affirmé l'US Central Command. La coalition a d'ailleurs déclaré dans un communiqué qu'elle «ne cherche pas à combattre le régime syrien ni les forces russes ou pro-régime», mais n'hésitera pas à défendre ses «forces partenaires de toute menace». De plus, des combats ont éclaté le 18 juin entre les troupes du régime Assad et des FDS dans la province de Raqqa.

Des résistances populaires se maintiennent

Ces montées de tensions entre les différents pays et acteurs locaux ont été renforcées par l'avancée de l'offensive sur Raqqa de tous côtés et la volonté de contrôle de la bourgade syrienne

d'Al-Tanf, à la jonction des trois frontières entre la Syrie, la Jordanie et l'Irak. Al-Tanf est devenu le point d'appui des forces spéciales américaines et britanniques, depuis que des troupes armées de l'opposition syrienne sont parvenues, avec un soutien des forces occidentales, à en déloger Daesh en mars 2016. Les forces américaines ont bombardé plusieurs fois des milices pro-régime se dirigeant vers Al-Tanf. En même temps, les Gardiens de la révolution de la République islamique d'Irak ont annoncé avoir tiré le 18 juin depuis l'ouest de l'Irak une série de missiles contre «des bases de terroristes de l'EI» dans la région syrienne de Deir Zor. Ces tirs sont intervenus en «représailles» aux attentats perpétrés le 7 juin contre le Parlement et le mausolée de l'imam Khomeyni à Téhéran, qui ont fait dix-sept morts et ont été revendiqués par l'EI. Dans ce contexte délétère, des résistances populaires se maintiennent



Un quartier de Raqqa le 11 juin dernier. DR

dans les zones non occupées par le régime syrien et Daesh. Dans la province d'Idlib, des milliers de personnes de la ville de Ma'arat al-Nu'man, sous le slogan «le peuple est plus fort que vous», ont manifesté dans les rues de la ville depuis le 11 juin pour protester contre les actes répressifs d'Hay'at

Tahrir a-Sham (une coalition d'organisations militaires menée par Jabhat al-Nusra, anciennement Al-Qaïda). Cette coalition a en effet attaqué la base militaire de la Division 13 de l'Armée syrienne libre, tuant et emprisonnant plusieurs de ses membres. **Joseph Daher**

Le chiffre

21 C'est le pourcentage, selon l'Unicef, d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté dans les pays riches (41 pays de l'Union européenne et de l'OCDE). La France fait un peu moins que la moyenne, 18%, et les États-Unis sont à plus de 29%...



Agenda

Vendredi 23 juin, réunion publique du NPA, Tarbes. Avec Philippe Poutou, à 18 h à l'hôtel Brauhauban.

Samedi 24 juin, marche des fiertés LGBT, Paris. À 14 h place de la Concorde.

Samedi 24 juin, fête du NPA, Poitiers. Avec Alain Krivine, à partir de 17 h à l'auberge de jeunesse. Plus d'infos et programme: <http://www.npa86.org/spip.php?article3976>

Mardi 27 juin, réunion publique du NPA, Dijon. Avec Philippe Poutou, à 20 h salle Chambelland, 8 rue Olympe-de-Gouges.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 26 août à partir de 14 h, départ le jeudi 31 août après le petit-déjeuner. Plaquette de présentation et inscription en ligne: <https://npa2009.org/ue2017>

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Les meilleures époques de la France, c'est celles où il y a un pouvoir fort.

Le ministre de l'Intérieur GÉRARD COLOMB, sur l'antenne de France Info lundi 19 juin

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFFAIRES Opérations de blanchiment en cours...

Macron veut «rétablir la confiance des Français dans l'action publique» en moralisant la vie politique par deux lois et une réforme constitutionnelle...

Mais l'effet d'annonce fait «pschitt», tant les hommes politiques corrompus du nouveau gouvernement ressemblent à s'y méprendre aux anciens, et tant les réformes envisagées ne sont au mieux que du toilettage, au pire un écran de fumée... Comment ce gouvernement, comme les précédents au service des plus riches, pourrait-il se moraliser ? Ainsi à peine élus, deux ministres sont déjà soupçonnés de pratiques douteuses. Ferrand a mélangé son rôle de président de mutuelles et de député au bénéfice de sa famille, le Garde des sceaux Bayrou a quant à lui sans doute utilisé les fonds du Parlement européen à des fins non autorisées, et a déjà exercé des menaces sur la liberté de la presse...

Suppression des abus trop impopulaires...

Une loi ordinaire permettrait de mettre un terme aux abus de népotisme et d'enrichissements personnels, notamment, par l'interdiction de l'embauche de membres de leur famille aux députés, l'imposition d'un plafonnement et du remboursement des frais de mandature sur factures, l'encadrement plus strict des prêts et dons de personnes physiques aux partis.

Une loi organique supprimerait la réserve parlementaire, une mine fantastique pour le clientélisme. Contre les conflits d'intérêts, elle devrait aussi encadrer, un peu, l'activité – fort juteuse – des députés dans les sociétés de conseils. Enfin, la réforme constitutionnelle limiterait le nombre de mandats à trois consécutifs et identiques au niveau national, interdirait aux ministres de siéger dans les exécutifs locaux, supprimerait la Cour de justice de la République (qui n'aurait jamais dû exister !).



Bayrou nous fait la morale. On croit rêver... DR

... pour ne rien changer!

Le Premier ministre l'affirme, l'élection de Ferrand aux législatives « sera le juge de paix, celui que personne ne peut dépasser en démocratie ». Comme les casinos blanchissent l'argent du crime, les élections gagnées blanchiraient-elles les candidats voyous ? Est-ce pour cela, que dans les réformes annoncées, l'obligation de ne pas avoir de casier judiciaire pour être candidat est absente ?

Quant à Bayrou, « ces règles vont protéger les citoyens des abus et leur rendre confiance dans la démocratie ». Mais il ne s'agit pas que d'abus commis par quelques moutons noirs, il s'agit bien d'un système politique organisé par une caste en osmose avec un système économique au service d'une minorité de riches, actrice et bénéficiaire de celui-ci. Leur morale : le laisser-faire, la concurrence, le profit dans tous les rouages.

Des exemples ? Les magistrats de la Cour des comptes ne sont pas autorisés à certifier les comptes de campagne des gros partis au motif que « la liberté d'entreprendre serait contrariée, celles des commissaires aux comptes qui occupent les marchés ». Et surtout, le verrou de Bercy est maintenu, Bercy qui décide ou pas l'ouverture d'enquête contre les fraudeurs fiscaux ! L'État est donc bien complice du vol de 60 à 100 milliard d'euros annuels.

Nous défendons la limitation des mandats politiques à deux fois dans une vie, l'élection à la proportionnelle, la révocation possible des élus, le droit de vote des étrangers à toutes les élections, l'indépendance du parquet. Mais notre responsabilité est surtout de construire des fronts d'opposition sociale et politique à leurs projets de casse du code du travail et de destruction de nos acquis, de nos droits et de nos libertés.

Roseline Vachetta

FRANCE INSOUMISE ET PCF La recomposition de la gauche radicale en marche ?

Les candidatEs du PCF et de La France insoumise s'en sortent, plutôt bien en réussissant à avoir 27 députéEs.

Nous sommes loin de la majorité annoncée et espérée (?) il y a quelques semaines, mais les résultats de dimanche soir redonnent le sourire à La France insoumise. En effet, contre toute attente, 17 députéEs du mouvement vont entrer à l'Assemblée nationale. Et cerise sur le gâteau, La France insoumise n'a besoin de personne – et surtout pas des communistes – pour constituer un groupe parlementaire... et les moyens qui vont avec. De quoi vraiment réjouir Mélenchon qui avait dû revoir à la baisse ses ambitions.

Certains de ces nouveaux députéEs, comme Alexis Corbière, Stéphane Peu, Bastien Lachaud ou Danièle Obono, s'emparent de sièges détenus alors par des « éléphants » du Parti socialiste. C'est sans aucun doute en Seine-Saint-Denis (93) que La France insoumise s'installe le plus solidement, avec cinq députéEs dont Éric Coquerel et Clémentine Autain. Au final, la FI parvient ainsi à concrétiser son implantation, cela sans oublier un succès symbolique, celui de François Ruffin qui l'emporte dans la première circonscription de la Somme, à Amiens, la propre ville de Macron, et celui de Mélenchon lui-même qui a réussi son parachutage à Marseille, en étant largement élu.

Le PCF pas encore mort

C'est sans doute l'une des grosses surprises de ce second tour, le PCF fait quasiment carton plein :



Mélénchon peut s'estimer satisfait, mais le plus dur commence... DR

il a 10 éluEs sur les 12 qui se présenteraient officiellement sous son étiquette, améliorant ainsi son nombre d'éluEs par rapport à 2012. Il sauve ainsi les meubles notamment dans plusieurs de ses bastions et a même réussi à reprendre des circonscriptions historiques, notamment dans le Nord et en Seine-Maritime. En région parisienne, le Parti communiste remporte la 1^{re} circonscription des Hauts-de-Seine, un bastion communiste historique perdu en 2012. De même, Stéphane Peu, membre du PCF mais présenté sous étiquette FI, s'est imposé dans la 2^e circonscription de Seine-Saint-Denis, bastion historique du Parti communiste ravi en 2012 par Mathieu Hanotin (PS) qui a été éliminé au premier tour.

Malgré tout cela, le PCF, contrairement à La France insoumise, n'est pas en capacité de constituer seul son propre groupe parlementaire, sauf à s'allier comme en 2012 avec des députéEs ultramarins... ou avec celles et ceux de La France insoumise.

Combien de divisions ?

Dès dimanche soir, Mélenchon a posé les bases d'une future recomposition à gauche, dont il espère bien devenir le nouveau centre de gravité. Le futur groupe parlementaire France insoumise sera « discipliné, offensif », a-t-il promis, tout en ouvrant la porte à « tous ceux qui veulent le rejoindre » : les communistes, les écologistes et mêmes certains socialistes que Mélenchon veut toujours dynamiser. Mais à la condition d'une discipline de vote et du respect du programme... Des exigences qui avaient bloqué l'unité du PCF et de FI avant les législatives. Et à cette heure, ni La France insoumise ni le PCF n'ont annoncé qu'ils siègeraient ensemble.

Pierre Laurent s'est félicité des résultats de son parti, avant d'éluder quant à la perspective d'un groupe commun : « On va regarder l'ensemble des résultats, regarder tout ça calmement demain matin et puis on va décider ». Et concernant la discipline de groupe, une

voix discordante vient déjà de se faire entendre, celle de François Ruffin qui a déclaré sur RTL : « La discipline de groupe, ce n'est pas pour moi, mais on n'a pas besoin de discipline quand on est d'accord sur l'essentiel... » C'est donc loin d'être gagné, même si Marie-George Buffet ou Clémentine Autain ont déjà exprimé leur souhait de constituer un seul groupe. Mais les rancœurs et les choix stratégiques divergents des derniers mois restent dans toutes les têtes, et les négociations promettent d'être difficiles ces prochains jours.

C'est dans la rue qu'il se passe !

Même si nous voyons positivement l'élection de ces députéEs France insoumise et PCF, ce second tour clarifie globalement les choses : ce n'est vraiment pas à l'Assemblée nationale que peut s'organiser l'opposition au macronisme. Les institutions, faites pour dégager une large assise majoritaire au pouvoir présidentiel, ont de ce point de vue bien fonctionné... C'est bien en construisant les résistances et les mobilisations au plus près de la population, que nous allons pouvoir nous opposer aux offensives antisociales, à commencer par les reculs sociaux historiques programmés sur la question du droit du travail. Il s'agit en particulier d'articuler des initiatives « par en haut » (en s'appuyant par exemple sur des journées de mobilisation nationale) et « par en bas » (avec la constitution de collectifs locaux ?).

L'urgence est donc à l'expression d'une opposition à ce gouvernement. Le NPA appelle toute la gauche sociale et politique à discuter et à se coordonner pour engager la mobilisation.

Sandra Demarcq

PARTI SOCIALISTE Au bord de l'agonie

C'est une débâcle électorale sans précédent pour le Parti socialiste qui n'obtient que 29 sièges de députés à l'issue du second tour des législatives. Soit dix fois moins qu'en 2012!

Et la majorité d'entre eux sauvent leur tête parce qu'aucun candidat de la République En Marche ne leur était opposé ! C'est le cas de Valls, dont la réélection à 139 voix près dans l'Essonne a entraîné une vague de protestation dimanche soir parmi les partisans de son adversaire de La France insoumise qui s'approprie d'ailleurs à entamer un recours pour irrégularité.

Le PS est porté disparu dans des régions entières, y compris dans ses bastions de toujours : dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Ariège et en Seine-Saint-Denis. À Nantes, Toulouse, Lyon ou Marseille, aucun socialiste n'a été élu ! À Rennes et à Paris, deux l'ont été, mais ils étaient de fait soutenus par LREM.

La plupart des anciens ministres de Hollande ont été battus, notamment Najat Vallaud-Belkacem, Jean-Jacques Urvoas, Marisol Touraine ou Myriam El Khomri. Emblématiques de certaines lois et réformes du quinquennat parmi les plus réactionnaires et antisociales, leur défaite fait plaisir à toutes celles et

ceux qui se sont battus contre la réforme du collège, la normalisation des lois d'exception de l'état d'urgence, l'austérité débridée à l'hôpital public et bien sûr la loi Travail !

Mais les « frondeurs » n'ont pas plus sauvé la mise : Hamon, Paul, Galut, Romagnan sont battus. C'est bien l'ensemble du PS qui a été voué aux gémonies par l'électorat populaire. Une sanction terriblement méritée après cinq ans de gouvernement Hollande-Ayrault-Valls entièrement dévoué aux intérêts des capitalistes.

Qui veut encore sauver le soldat socialiste ?

L'entre-deux tours a encore été l'occasion pour le PS de se diviser puisque la majorité de ses candidats ont appelé là où ils étaient battus à voter pour La France insoumise ou pour le PCF, quand d'autres candidats socialistes postulaient (avec ou sans le logo du parti sur le matériel électoral) à renforcer la majorité présidentielle, et quand d'autres encore étaient opposés à



un candidat macroniste ! Plus que jamais, le PS est en marche... vers son éclatement.

Cambadélis, lui-même battu à plates coutures dès le premier tour, a annoncé sa démission. « La gauche doit tout changer, la forme comme le fond, ses idées comme ses organisations (...). J'accompagnerai ce

combat décisif avec volonté mais je ne le ferai pas en tant que Premier secrétaire du Parti socialiste », a-t-il déclaré. Courage, fuyons !

Un conseil national du PS doit se réunir à Paris samedi 24 juin : l'ambiance y sera électrique puisque chacune des chapelles socialistes va vouloir rejeter la responsabilité de l'échec sur les autres. Entre ceux qui vont rallier définitivement le clan Macron (une dizaine de députéEs sont « Macron-compatibles ») et ceux qui ont annoncé la création de divers mouvements parallèles (Hamon lancera son propre mouvement transportant le 1^{er} juillet et de leur côté, Hidalgo, Taubira et Aubry ont lancé le 10 mai « Dès demain », un mouvement qui n'est « pas un parti »), réaliser l'unité au PS va carrément être un sport de combat.

Quant à « l'opposition à gauche » à l'Assemblée, elle sera sans doute polarisée par les députéEs de La France insoumise et du PCF. Du coup, certains se demanderont à quoi va encore servir le PS dans les années qui viennent. Mais comme sa politique est largement recyclable, peu importe l'étiquette que porteront les cadres de ce parti dans les années qui viennent, il nous restera à combattre leur politique fondamentalement anti-ouvrière.

Marie-Hélène Duverger

L'élément le plus significatif de ces élections a été l'abstention qui a dépassé 40% (34% aux élections précédentes). Cela démontre une désaffection, voire un rejet, des forces politiques, dont les bilans sont des plus mauvais par rapport aux espoirs des citoyens, dans une situation de difficulté et d'incertitudes quant à l'avenir. Mais l'abstention représente aussi un repli politique qui correspond à un renoncement à l'activité sociale pour de larges secteurs de la population et à un repli sur soi, qui, dans des situations spécifiques, peut amener des gens à s'en remettre à un prétendu « sauveur ».

Derrière ce phénomène qui se développe, il y a les défaites du mouvement ouvrier, la subordination de ses directions aux politiques d'austérité libérales, la nature partielle des mouvements sociaux en cours et l'incapacité des forces de la gauche à impulser une réorganisation du mouvement des travailleurs.

Droite et extrême droite se renforcent

Tous les grands partis apparaissent en difficulté et beaucoup d'entre eux ont renoncé à se présenter sous leurs propres couleurs. Beaucoup ont choisi de se présenter en tant que listes « civiles » ou en coalition avec des listes locales créées pour l'occasion. Sur un total de 3939 listes présentées, 2902 étaient des listes sans étiquette de parti.

Le premier tour a été marqué par une remontée significative des coalitions de centre-droit qui sont arrivées en tête dans la majorité des villes. Parmi ces listes, celles qui ont réussi le mieux, ce sont les listes les plus xénophobes et d'extrême droite comme la Ligue du Nord et les Frères d'Italie. Le parti démocrate (PD) perd beaucoup de voix même s'il réussit à passer au deuxième tour dans la majorité des villes. Par ailleurs, les « scissionnistes » du PD qui ont donné vie au MPD (Mouvement

ITALIE Élections municipales : l'abstention en tête

Le 11 juin s'est déroulé le premier tour (important) des élections municipales partielles, destinés à élire les maires et les conseils municipaux d'une série de villes, dont Gênes, Palerme, Vérone, Monza, Parme et Padoue. Plus de 1000 communes et neuf millions d'électeurs potentiels ont été appelés à voter. Le deuxième tour aura lieu le 25 juin...



Beppe Grillo, clown triste en plein vote... DR

démocratique et progressiste) ont participé dans 64% des cas à des coalitions électorales avec le PD et continuent à soutenir l'actuel gouvernement libéral de Gentiloni.

Beppe Grillo en difficulté

Le Mouvement Cinq Étoiles (M5S) de Beppe Grillo a marqué un coup d'arrêt, mais ce n'est pas la première fois que cela arrive dans des élections locales. Il s'est présenté seul et a obtenu une moyenne nationale autour de 10%. La défaite partielle du M5S fait apparaître au grand jour ses contradictions politiques et ses difficultés à gérer les villes où il est au pouvoir, comme à Rome ou à Turin. Les médias ont beaucoup insisté sur la défaite du M5S, qui a réagi aux difficultés en lançant une campagne honteuse contre

les immigrés. Le match politique entre les trois principales forces – les coalitions de centre-droit et de centre-gauche et le M5S – reste néanmoins entièrement ouvert.

La bourgeoisie a combattu le projet de Renzi, qui était d'arriver à des élections anticipées au début de l'automne, étant donné la situation économique du pays et l'état fragile de beaucoup de banques italiennes. Quant à la gauche, elle est arrivée à l'échéance électorale sans projet politique bien défini et crédible à l'échelle du pays. Le choix de construire des listes de gauche citoyennes a donné lieu à des résultats significatifs dans quelques villes, mais étant donné l'hétérogénéité des configurations politiques, leur capacité d'impulser une dynamique politique s'est avérée tout à fait aléatoire.

Ce n'est pas un hasard qu'en ce moment il y ait des difficultés pour trouver une alliance en vue des élections politiques qui dans tous les cas devront se tenir au printemps prochain.

Mobilisations sociales

Dans ce contexte difficile, deux mobilisations sociales importantes se sont pourtant produites ces derniers jours. Vendredi 16 juin, la grève des transports organisée par de nombreux syndicats de base a paralysé les transports en commun dans de nombreuses villes importantes (à Rome, c'était une vraie pagaille), et beaucoup de vols Alitalia ont été annulés. Dans les dépôts de marchandises, les livraisons ont été bloquées par des piquets de grève combattifs dans un secteur de la classe composé largement de jeunes et de migrants.

Puis samedi dernier à Rome, il y a eu une manifestation nationale de plusieurs dizaines de milliers de travailleurEs appelée par la CGIL pour dénoncer la « gifle contre la démocratie ». Il s'agit d'un choix honteux et antidémocratique du gouvernement. Après avoir été obligé d'abolir la forme de précarité la plus odieuse (le paiement du travail avec des bons) afin d'éviter le référendum populaire impulsé par la CGIL qui avait obtenu 3 millions de signatures, le gouvernement les a réintroduits dans la loi des finances du printemps.

De Rome, Franco Turigliatto (Traduit par Ross Harrold)

RUSSIE Le 12 juin, davantage de manifestations que le 26 mars

Une fois de plus, après celles du 26 mars, des manifestations importantes ont eu lieu en Fédération de Russie, peut-être un peu moins massives, mais dans près de 200 villes au lieu d'une centaine.

Tous les témoignages convergent : beaucoup de jeunes voire très jeunes qui semblent n'avoir peur de rien. Un mot clé sur toutes les lèvres : « Y'en a marre ! ». Et comme un parfum de liberté...

Si les demandes de manifester ont été déposées, la police a néanmoins arrêté 750 personnes à Moscou et 900 à Saint-Petersbourg ! Vladimir Poutine a également fait appréhender le matin même l'opposant Alexeï Navalny, initiateur des manifestations, qui se voit infliger 30 jours de prison, qui s'ajoutent à des condamnations judiciaires antérieures qui pourraient l'empêcher d'être candidat à la présidentielle de 2018 – dont Poutine espère qu'elles lui permettront de rester six ans de plus à la tête d'un pouvoir qu'il occupe déjà, en tant que Président ou Premier ministre, depuis 17 ans !

Un bras de fer Poutine-Navalny...

Dans ce contexte électoral, Navalny est celui qui semble tenir tête à Poutine, avec un certain succès et un certain cran depuis qu'en 2011, il a



dénoncé Russie Unie comme « le parti des escrocs et des voleurs ». La formule a fait mouche et Navalny mène depuis sa campagne anti-corruption sur les réseaux sociaux dont sa propre chaîne Youtube très visitée. Un film vidéo sur l'enrichissement de Dimitri Medvedev a fait un tabac. Navalny est aussi celui qui a engrangé 27% des voix au premier tour des élections municipales de 2013 à Moscou. Ce politicien de 41 ans s'emploie surtout à effacer un passé de chef

d'entreprise et d'affairiste boursicotier, nationaliste forcené et raciste anticaucasien... Il sillonne la Russie pour ouvrir des QG de campagne et trouver les soutiens nécessaires. À noter qu'il n'a pas hésité, à la veille de ces manifestations du 12 juin, à changer en extrême le lieu du rassemblement autorisé à Moscou, pour le déplacer vers le cœur des festivités populaires médiévales organisées par le pouvoir : soit pour répondre à une panne de sono suspecte, soit

pour en faire le prétexte à noyer la fête de Poutine, soit les deux, démontrant ainsi qu'il pouvait être suivi au doigt et à l'oeil dans pareille volte-face.

... Sur fond de malaise social qui pourrait troubler le jeu

Mais il y a toujours du souci à se faire, pour les politiciens, quand les gens descendent dans la rue et y prennent goût. Car dans la situation actuelle en Russie, les slogans anticorruption de Navalny font écho à bien d'autres problèmes d'injustice sociale, de bas salaires, voire de salaires impayés, de licenciements et de précarité, de misère des retraites... Depuis des mois, les routiers par exemple mènent un combat tenace.

Aussi, quand le Monde écrit le 16 juin dans son éditorial que « Vladimir Poutine peut dormir sur ses deux oreilles », c'est certainement vite dit. Poutine, par les moyens répressifs qu'on lui connaît, peut éliminer Navalny du jeu électoral de 2018 (encore que), mais il serait probablement plus démuni (et Navalny aussi) face à une contestation sociale qui déborderait les pots-de-vin et affirmerait qu'il faut « le pouvoir aux millions, pas aux milliardaires ».

Michelle Verdier

1 – Une partie des informations vient des sites des camarades de la Gauche ouverte (<http://openleft.ru/>) et du RCD - Mouvement socialiste de Russie (<http://anticapitalist.ru/>), qui se sont associés à ces manifestations malgré le fossé qui les sépare politiquement d'Alexis Navalny. Ils avaient leurs propres slogans, dont celui cité en fin d'article.

PALESTINE

Gaza : 2 millions de Palestiniens pris en otage !

La dernière opération militaire « bordure protectrice » en 2014 contre le peuple de Gaza avait tué plus de 1500 habitantEs. Les conséquences du blocus illégal et de la restriction drastique de la livraison d'électricité pourrait amener une catastrophe humanitaire tout aussi destructrice.

Selon un rapport de la Banque mondiale publié fin 2015, le produit intérieur brut (PIB) de Gaza avait chuté de 50% depuis la dernière agression israélienne.

Un peuple debout... dans un territoire en ruines !

La situation n'a fait depuis qu'empirer : taux de chômage le plus élevé du monde (45%), blocus qui empêche l'entrée des matériaux de construction, produits alimentaires qui connaissent le même sort... La zone de pêche « autorisée » par l'armée israélienne est réduite à 6 miles (11 km) sur des fonds marins peu poissonneux.

La crise médicale est sans précédent : l'hôpital de Gaza censé soigner 2 millions de personnes manque de tout, et le budget de la santé est passé de 4 millions d'euros à 500 000 par mois ! Certains israéliens courageux qui ne supportent pas cet apartheid font passer la frontière aux PalestinienEs gravement malades qui ne peuvent se soigner sur place.

Cette insupportable pression ne fait que renforcer la haine, mais aussi la détermination des jeunes Gazaouis qui affrontent les forces d'occupation quotidiennement aux frontières de la prison à ciel ouvert qu'Israël a fait de leur pays.

Une pénurie d'électricité qui aggrave encore la situation

Totalement dépendant de l'occupant en fourniture d'électricité, Gaza risque d'être rapidement confronté selon les experts internationaux à un « effondrement des services vitaux ». Les 4 heures par jour d'accès à ce service public essentiel ne permettaient déjà que de satisfaire 1/4 des besoins essentiels estimés. En réduisant de moitié cet accès (2 heures), les autorités criminelles de Tel Aviv plongent tout un peuple dans des conditions insupportables.

Imaginons un instant, en ce mois de Ramadan et de fortes chaleurs, la vie des Palestiniens les plus pauvres (qui sont les plus nombreux), déjà rationnés en accès à l'eau potable, dépourvus de groupes électrogènes réservés aux plus riches ! Cette punition collective ne fera qu'exacerber les tensions, les affrontements à la frontière et justifier ainsi une nouvelle intervention militaire.



A Gaza, la vie à la bougie... DR

Autorité palestinienne complice !

Prétendument représentante des intérêts de l'ensemble du peuple palestinien, de la Cisjordanie à Gaza, et des camps de réfugiés, l'Autorité payait chaque mois à Israël la facture d'électricité pour Gaza, cela sur les fonds de l'aide internationale. L'administration de Mahmoud Abbas a décidé unilatéralement de ne plus payer depuis avril. Cette décision politique qui engage la vie de deux millions de ses concitoyenEs et qui n'a d'autre raison que sa volonté d'affaiblir le Hamas qui détient le pouvoir politique sur Gaza depuis les dernières, certes lointaines, élections... Le peuple palestinien n'a pas à subir les conséquences de la rivalité entre l'Autorité palestinienne et le Hamas ! Plus que jamais à leur côté, les internationalistes doivent dénoncer avec vigueur ces nouvelles atteintes aux droits des Palestiniens et renforcer la campagne BDS qui affaiblit chaque jour un peu plus ce régime d'apartheid. Palestine vivra, Palestine vaincra !

Alain Pajolat

CONTRE LE GOUVERNEMENT MACRON, L'EXTRÊME DROITE ET TOUS LES RÉACTIONNAIRES, REPRENONS LA RUE!

Cependant, on aurait tort de penser que Macron serait le candidat maintenant président LGBT friendly. S'il est certain que les LGBTI s'en seraient pris plein la tête avec Fillon (soutenu par Sens Commun, le mouvement issu de la Manif pour tous), et évidemment encore plus avec le FN au pouvoir, Macron n'est pas en reste en termes de soutien des homophobes. On se souviendra longtemps de ses paroles en interview pendant la campagne présidentielle condamnant la façon de faire du gouvernement Hollande, prétendant que celui-ci aurait « humilié » les militantEs de la Manif pour tous. Quelle révision de l'histoire, quand on sait que c'est ce même pouvoir qui a permis de libérer la parole homophobe, mais surtout que les actes et agressions homophobes se sont décuplés pendant et après le cycle des Manif pour tous...

Un gouvernement anti-LGBTI

Dès son élection, il a fait fort puisque l'annonce de son gouvernement a eu lieu lors de la journée contre l'homophobie, nommant Gerald Darmanin, issu des Républicains, ministre de l'Action et des comptes publics, lui qui s'est opposé au mariage pour touTEs quand il était député. Quant au Premier ministre Édouard Philippe, il s'est lui abstenu sur la loi, et a signé une tribune contre la PMA et la GPA, assimilant les deux comme l'ont fait de nombreuses reprises les opposants à la loi... alors même que la GPA n'a jamais été dans la loi! Que peuvent attendre les personnes LGBTI de ce nouveau gouvernement qui n'a pas rétabli de ministère des Droits des femmes? Seulement plus d'austérité et de casse de nos droits.

Macron a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée, ce qui va lui permettre de gouverner par ordonnances. La lutte quotidienne pour les droits des LGBTI nécessite pourtant des moyens financiers et humains, incompatibles avec la précarisation voulue par le Medef et le gouvernement. Les LGBTI sont particulièrement touchés par les politiques d'austérité: qu'il s'agisse de la baisse du nombre de places d'accueil en foyer pour les LGBTI en rupture familiale,

Cette élection présidentielle a encore montré que dans le contexte actuel ce sont les réactionnaires qui ont le vent en poupe... Plus de 10 millions de voix pour le FN, et presque 20% des voix pour Fillon au premier tour, malgré les casseroles qu'il traîne...

des coupes budgétaires dans la santé qui affectent les politiques de prévention et de soins du VIH/Sida, ou encore du financement des associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie. De plus, la casse du droit du travail et de la représentation syndicale prévue par la loi va désarmer les LGBTI face à l'homophobie au travail.

Si le FN a fait un score plutôt bas aux législatives par rapport à son score à la présidentielle, nous aurions tort de ne pas considérer ce parti comme un véritable danger pour nos droits, et pour les droit de touTEs les oppriméEs. De manière générale, on voit bien que les idées réactionnaires gagnent de plus en plus de terrain: racisme, sexisme, LGBTIphobies. Ce sont nos oppressions qui servent de terreau aux idées d'extrême droite et réactionnaires. Les combats spécifiquement doivent être une de nos priorités.

Où est passée l'égalité des droits?

Nos oppressions – l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie – demeurent bien présentes dans notre société. Elles peuvent passer par de nombreux biais: des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école ou les stades), des inégalités inscrites dans la loi, l'invisibilisation dans la culture et dans les modèles éducatifs, aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières. Malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste et marchande dans de nombreux pays, il ne faut pas s'y tromper: pour l'égalité réelle, il faudra repasser... Les personnes LGBTI ont été la caution de gauche du précédent gouvernement. Après l'avoir promis, la PMA a été depuis enterrée. La filiation directe est toujours impossible: les couples homosexuels mariés sont encore obligés d'adopter leurs propres enfants, et aucune filiation ne peut être établie en

dehors du mariage pour les enfants des couples homosexuels.

Au niveau du droit des trans, une nouvelle loi a été adoptée en octobre 2016. Si cette loi contient quelques avancées – le changement de prénom se fait librement et gratuitement –, le changement de la mention de sexe – si elle devient démedicalisée – reste très coûteuse judiciairement puisqu'elle doit se faire devant le Tribunal de grande instance en présence d'un avocat.

Reprenre le chemin des luttes!

C'est par nos luttes que nous avons obtenu des victoires partielles, dont la loi pour le mariage pour touTEs. Il s'agit évidemment d'une réelle avancée pour nos droits. Mais force est de constater que ces avancées sont incomplètes et font persister des inégalités.

L'oppression des LGBTI n'est pas que le fait d'absence ou de manque partiels de droits. C'est tout un système fait de discrimination, d'invisibilisation et de violences. C'est un ensemble de normes qui opprime chacunE d'entre nous, en ne nous permettant pas de nous émanciper, de vivre notre sexualité comme on l'entend. C'est un ensemble de normes de genre qui ne permet pas à chacunE de s'épanouir. Le combat contre le patriarcat est indissociable de la lutte contre le capitalisme. Il est temps de reprendre le chemin des luttes.

Nous voulons:

- ▶ les mêmes droits pour toutes et tous, femmes et hommes, homos et hétéros;
- ▶ la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes;
- ▶ une filiation directe pour les couples de mêmes sexes;
- ▶ la fin des stérilisations forcées, le changement d'état civil sur simple demande;
- ▶ l'arrêt des mutilations des personnes intersexuées;
- ▶ des moyens financiers contre les LGBTIphobies.

Les marches des fiertés ont lieu cette année encore dans un contexte particulièrement réactionnaire.

Si le film « 120 battements par minute » a été récompensé au Festival de Cannes par le Grand Prix du Jury, en Tchétchénie, le monde entier a découvert avec horreur les traitements réservés aux homosexuels, des traitements couverts par Poutine. En France, la Manif pour tous est revenue par la grande porte pendant cette élection présidentielle: plus de 10 million de voix pour le Front national au second tour, et le soutien de Sens Commun à François Fillon. Pendant la campagne, Emmanuel Macron s'est quant à lui solidarisé de ces homophobes qui auraient été « humiliés », et une fois élu, ce sont des élus homophobes qui se retrouvent au gouvernement. L'ordre moral et la réaction gagnent du terrain...

CONTRE MORAL, RE

LES LGBTIQ DÉLAISSÉ-E-S DES P

La dimension inédite atteinte aujourd'hui par les combats des LGBTIQ dans les pays arabes est liée au déclenchement des processus révolutionnaires.

Les LGBTIQ participent aux mouvements et manifestations de rue, se joignent à titre individuel aux soulèvements et mêlent leurs voix à celles de millions de manifestantEs. Ils et elles espèrent voir s'effondrer des régimes despotiques et antisociaux et ne développent pas à ce stade de revendication particulière. Le caractère de masse des révolutions les inclut naturellement.

Des structures propres

Dans une seconde phase va naître un triple mouvement:

- ▶ Une série limitée de coming-out individuels.
- ▶ Un mouvement d'expression individuel ou collectif: sites, blogs ou pages Facebook ou hashtag, revues papier ou électroniques, radios qui sont le fait de groupes non reconnus. Ce réseau va toucher un public large.
- ▶ Un mouvement d'action collective va se dissocier de la dynamique des révolutions, nées dans les zones les plus éloignées des capitales et rassemblant chaque jour des milliers de manifestantEs sur des bases spontanées. Les militantEs LGBTIQ vont lutter dans



À Beyrouth au Liban, une manifestation contre les tests anaux pour les homosexuels. DR

les grandes villes importantes, se regrouper et s'organiser sur leurs propres bases.

Le mouvement LGBTIQ est en rupture avec la spontanéité et le caractère de masse des révolutions. Mus par la certitude que ces dernières ne porteront pas leurs revendications, que les sociétés civiles sont décevantes, que les révolutionnaires leur sont souvent hostiles, ils et elles comptent sur leurs propres forces, créent leurs structures qui organisent l'expression, l'élaboration, la défense des droits et des revendications, et développent des modes d'action extrêmement divers, sur la forme et sur le fond.

Ne pouvant organiser des actions publiques, ces organisations non reconnues vont développer des activités utilisant des événements, organisant des initiatives en ligne ou des actions symboliques. Les structures LGBTIQ mènent des

campagnes de graffitis, tags ou peintures murales.

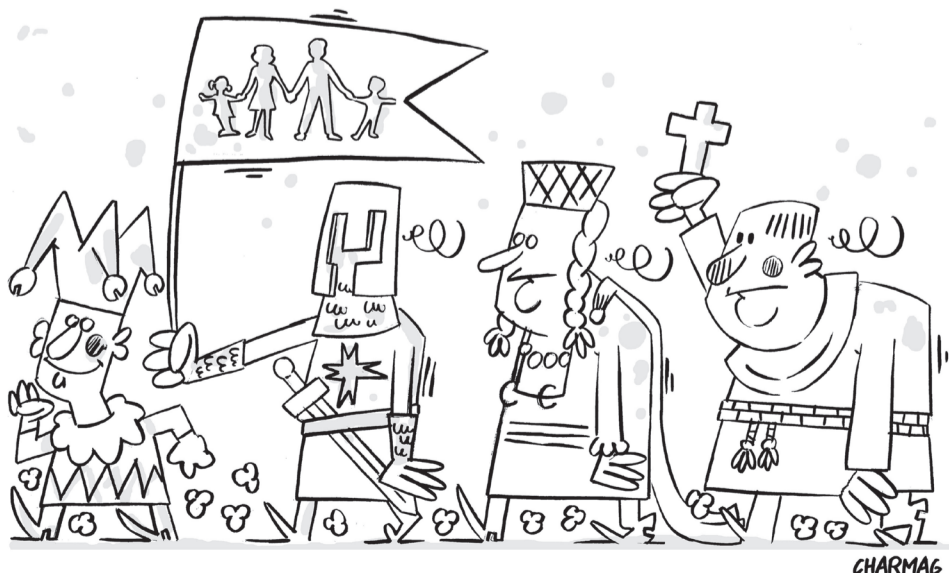
Des fronts en action

Au-delà des revendications du droit à l'existence, de fierté ou de liberté, vient la décriminalisation de l'homosexualité (Maroc, Tunisie, Liban, Soudan), la suppression du test anal (Liban, Tunisie), la libération de femmes trans emprisonnées (Liban), d'homosexuels incarcérés (Tunisie), de lesbiennes en détention préventive (Maroc) et la légalisation des associations LGBTIQ. D'autres exigent la prévention des MST/IST/VIH.

Certaines structures s'adressent à la société et aux LGBTIQ, d'autres aux pouvoirs ou aux institutions internationales, d'autres combinent les deux.

Ainsi, un front LGBTQI appelle les autorités tunisiennes à s'engager lors de l'examen périodique universel de la Tunisie devant le Conseil

LGBTI T'ES FOUTU, LE MOYEN ÂGE EST DANS LA RUE!





LGBTI

**LE PATRIARCAT ET L'ORDRE
INVERSONS CETTE SOCIÉTÉ!**

Dossier coordonné et réalisé par Mimosa Effe

PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES

des droits de l'homme des Nations unies de 2017, à abroger l'article 230 du code pénal, à interdire le test anal, à lutter contre toutes les discriminations envers les LGBTIQ et à réprimer tout appel à la haine ou la violence.

Les LGBT organisent des manifestations publiques au Maroc, en Tunisie et au Liban (réunions, débats, films, expositions, manifestations de rue, etc).

Dans la foulée des révolutions ont émergé des associations qui défendent les « libertés individuelles » ou les « minorités » et défendent les LGBTIQ face à la répression, sans pour autant en reprendre les revendications (Maroc, Irak, Kurdistan d'Irak, Liban, Égypte, Tunisie). Le milieu associatif médical se mobilise également. La reprise en charge par les organisations politiques et syndicales est inexistante et est le fait d'un engagement personnel de militantEs (Tunisie, Irak). Seul le Forum socialiste (Liban) y consacre un engagement en tant qu'organisation. Et les syndicats, parfois sollicités lors de licenciements motivés par l'orientation sexuelle, sont aux abonnés absents...

Solidarités internationales

La dimension internationale est présente et s'exprimera au moment de la tuerie d'Orlando. Des structures LGBTIQ participent à des manifestations au niveau international : Gay Pride (Hollande, Italie), Forum Social Mondial (2016), Malmö for Diversity Festival 2016 (Suède), Copenhagen Winter Pride, 2016

(Danemark), Queer Asia 2016, SOAS (Londres)...

Plusieurs réseaux existent au niveau régional. Des associations du Maghreb et du Moyen-Orient publient une déclaration suite à l'incarcération de deux Marocaines mineures, en raison d'un baiser échangé en 2016. Des associations du Maghreb signent un communiqué pour la décriminalisation de l'homosexualité. MantiQitna est une association qui organise un stage annuel, à destination des militantEs LGBTIQ de la région arabe.

Le boycott de la Pride de Tel Aviv est justifié par divers argumentaires, notamment le fait qu'aucun Palestinien ne peut demander l'asile en Israël, sauf s'il ou elle est homosexuelE, et que les autorités israéliennes se livrent à du chantage vis-à-vis de gays palestiniens, menaçant de les outer pour les contraindre à collaborer. La dénonciation du pinkwashing israélien est récurrente au sein d'associations palestiniennes ou libanaises.

L'idée fait son chemin que ce n'est pas l'homosexualité qui aurait été « importée de l'Occident », mais qu'en revanche, l'homophobie aurait été importée, notamment par des codes pénaux datant de la colonisation et toujours en vigueur. Une adresse à Cameron refuse que soit instrumentalisé l'assassinat d'homosexuels à Mossoul pour justifier une intervention militaire, etc.

Ici et maintenant!

Les Émirats arabes unis et l'Égypte ont légalisé les opérations

chirurgicales de réassignation de sexe, pour contrer l'homosexualité. Au Liban, des évolutions positives sont enregistrées au niveau juridique, dues à des décisions individuelles de juges. Généralement, c'est la répression seule qui domine. En plus de la répression qui vise touTEs les LGBTIQ (pénale, sociale, tortures spécifiques), les militantEs et leurs soutiens, voire ceux qui leur donnent la parole (journalistes), sont à leur tour réprimés.

En Tunisie, les autorités répriment l'homosexualité, mais légalisent une association dont les militants sont menacés de mort et agressés. Les autorités yéménites ou omanaises bloquent l'accès à des sites ou blogs LGBT. Les contre-révolutions liment les espaces militants contraints d'espacer ou de suspendre leurs activités (Libye, Irak, Bahreïn, Syrie, Yémen). Des militantEs condamnés à la clandestinité fuient les persécutions perpétrées par les pouvoirs ou les sociétés en direction de l'Europe, où l'orientation sexuelle est désormais un motif de demande d'asile.

L'agression de Zak Otsmane, réfugié algérien de Trans Homo DZ – perpétrée à Marseille en mars dernier par deux légionnaire ou ex-légionnaire qui l'ont violé et torturé, et ont été mis en examen sans que soit retenu le caractère homophobe de l'agression... – est là pour nous rappeler que la solidarité avec les luttes LGBTIQ pourrait bien commencer ici.

Luiza Toscano

EN TCHÉTCHÉNIE, L'HORREUR TOUJOURS

Depuis février, le gouvernement tchétchène traque les homosexuels... Et l'horreur que le monde entier découvrait le 1^{er} avril est loin de s'être arrêtée depuis.

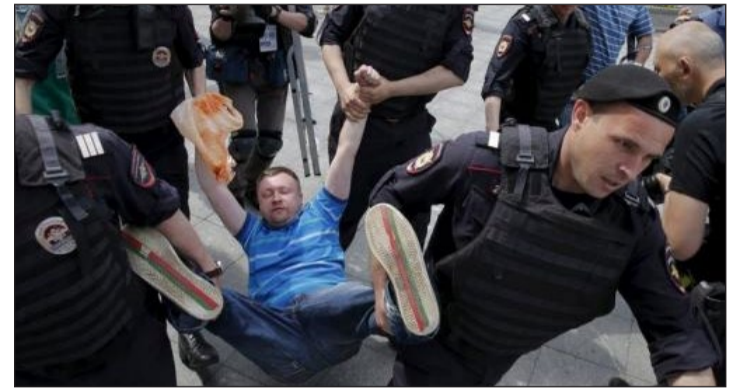
Révélé par la *Novaïa Gazetta*, un des seuls médias russes indépendants, ce qui se passe en Tchétchénie a révolté (à raison) le monde entier. Les homosexuels sont traqués par le gouvernement Tchétchène, enfermés dans des prisons secrètes, torturés, et quand ils sont relâchés, ils sont assassinés par leur famille pour « laver » leur crime.

Sous pression internationale, Vladimir Poutine avait dans un premier temps été obligé de faire une enquête menée par une homophobe notoire¹. Cette enquête s'est évidemment conclue par un non-lieu... Depuis, Macron et Merkel ont tous deux demandé à Poutine d'arrêter le massacre... sans grand résultat jusqu'à présent, puisque l'on sait par la *Novaïa Gazetta* et les associations LGBTI russes que les persécutions continuent.

Tentative d'éradication

On compterait jusqu'à présent plus de 100 arrestations et une dizaine de morts. Il est maintenant connu que cela ne concerne pas seulement les hommes homosexuels ou bisexuels, mais aussi les lesbiennes. Par peur, les lesbiennes et les gays tchétchènes tentent de se cacher par le mariage.

Dans de nombreux pays du monde, les LGBTI restent persécutés et



Un manifestant évacué par les forces de l'ordre tchétchène. DR

peuvent craindre pour leur vie. Dans de nombreux pays occidentaux, des agressions violentes voire des meurtres homophobes continuent aussi d'exister à l'encontre des personnes LGBTI. Mais ici, ce qui est choquant, c'est bien le systématisme avec lequel le gouvernement tchétchène veut rendre vraie la phrase prononcée en défense des crimes commis : « Il n'y a pas d'homosexuels en Tchétchénie »... On parle donc ici d'une tentative d'éradication soutenue par Poutine, et qui rappelle des périodes sombres de notre histoire.

Renforcer la solidarité internationale

Les associations LGBTI russes essayent de faire sortir de Tchétchénie le plus possible de personnes LGBTI. Elles essayent de le faire

anonymement puisqu'ils sont poursuivis par leurs familles. Jusqu'à maintenant, entre 10 et 20 réfugiés Tchétchènes ont été accueillis par la France, le Canada, la Lituanie ou l'Argentine, alors que les États-Unis avaient refusé...

La solidarité internationale et la mobilisation peuvent permettre de maintenir la pression sur nos propres gouvernements. Il faut continuer de faire entendre la voix de celles et ceux qui sont muselés, persécutés, assassinés. Parce que les oppressions et la lutte ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, nous devons soutenir et demander l'accueil des réfugiés tchétchènes ainsi que la prise de sanctions immédiates et la condamnation des actes atroces commis par Kadyrov et soutenus par Poutine.

1 – Voir *l'Anticapitaliste* n°385

SIDA : SILENCE = MORT

Le Grand Prix du jury de Cannes attribué à « 120 battements par minute », sur la fondation et le combat d'Act Up-Paris fait parler à grande échelle de la lutte contre le Sida. Une maladie toujours pas éradiquée...

Apparue à la fin des années 1970, la maladie a presque 40 ans, appelée au départ de manière stigmatisante le « cancer gay ». Il faudra un temps long avant que les pouvoirs publics se décident à faire quelque chose contre la maladie, alors que nombreux sont les homosexuels qui en meurent tout au long des années 1980. Mais la maladie, jusqu'à la fin des années 1980, est restée une maladie de « parias » : la maladie des gays, des trans, des migrantEs... La première campagne grand public de prévention ne se mettra en place qu'en 1987... avec la fin de l'interdiction de la publicité sur les préservatifs!

S'organiser

Les groupes et associations LGBTI qui se sont construits et organisés dans les débuts du mouvement autonome des années 1970 permettent d'organiser rapidement la solidarité et la lutte de la communauté gay. AIDES est fondée en 1984 en France, et Act Up-Paris est créé en 1989 sur le modèle d'Act Up-New York fondé en 1987, face à l'indifférence généralisée. Act Up permettra de rendre visible la lutte des personnes malades du Sida en mettant en place des actions coup de poing, ce qui a permis de mettre une pression importante à la fois sur le gouvernement mais aussi sur les laboratoires pharmaceutiques. Il faudra attendre



À Paris en décembre 2004. DR

1996 pour voir les premiers médicaments de trithérapie efficaces. Mais certains pays attendront plus longtemps, comme le Portugal qui devra attendre 1998...

Ces morts massives dans la communauté homosexuelle auront pour effet, au-delà des changements dans les rapports à la sexualité et à sa protection, des luttes en faveur du mariage et/ou de contrats permettant la protection des conjointEs et de l'héritage, des conjointEs qui avant cela se retrouvaient souvent sans rien du jour au lendemain.

Et maintenant ?

Le sida est loin d'être éradiqué. En 2016 l'Organisation mondiale de la santé décomptait 37 millions de personnes dans le monde nécessitant de recevoir un traitement... Et pourtant, seulement 18,2 millions reçoivent effectivement le traitement. Et seulement 60% de ces personnes connaissent leur statut¹. Un tiers des nouveaux

cas de séropositivité viennent de l'Afrique subsaharienne, et seul un tiers des malades reçoivent un traitement dans cette région du monde, traitement qui continue de coûter extrêmement cher.

La France est loin d'être en reste. La prise en charge des malades du Sida n'est pas comparable à celle du début des années 1990, où les personnes malades mourraient en masse... Cependant, la casse de l'hôpital public depuis la loi Bachelot rend plus difficile l'accès aux soins. Il y a une précarisation et une criminalisation croissante des personnes les plus touchées : la communauté LGBTI, les prostituéEs, les migrantEs... Cela sans oublier l'expulsion des migrantEs séropositifs vers des pays où très souvent les traitements sont inaccessibles.

Plus que jamais l'accès libre et gratuit à la santé doit être un combat prioritaire!

1 – <http://www.who.int/hiv/fr>

GM&S LA SOUTERRAINE (23)

Macron, tout pour les patrons!



Un ministre poli, mais inutile pour les GM&S... DR

Ce vendredi 16 juin, le ministre de l'Économie Bruno Lemaire recevait les organisations syndicales du sous-traitant automobile GM&S dans le cadre de la « cellule de crise ».

Près de 200 salariés de l'entreprise avaient fait le déplacement pour montrer leur détermination à ne pas faire les frais d'une reprise au rabais. Ils étaient soutenus par des délégations de sites de Renault, de PSA, de MATT, autre équipementier auto lui aussi au bord de la liquidation. Présents également, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, Mickaël Wamen, ex-Goodyear et animateur du Front social, et Olivier Besancenot pour le NPA. Après avoir fait la morale aux salariés, se permettant de critiquer leurs méthodes de lutte (!), Lemaire a laissé les services du ministère présenter les maigres engagements, toujours aussi flous.

Une « cellule de crise » inutile

Un cadeau au futur repreneur : la dépollution et la location du site ne seront plus à la charge de l'entreprise. Et le site sera remis à la mairie de La Souterraine. Qui paiera? Motus! Par contre, pour les salariés, pas de cadeaux! Les engagements de commandes de PSA et de Renault restent à 25 millions d'euros alors que pour maintenir les emplois, il en faudrait 10 de plus. GMD reste le repreneur principal pour l'emboutissage et éventuellement la tôlerie. L'atelier de traitement de surface par catharèse pourrait être pour un autre repreneur. Mais au final, une centaine d'emplois disparaîtraient. De plus, pour Lemaire, pas question de prime supra-légales pour les licenciés.

Les travailleurs de GM&S sont de plus en plus dégoûtés du sort qui leur est fait. Ils n'attendaient pas grand-chose de cette « cellule de crise » proposée par Macron une semaine auparavant, et restent sur leur position : une reprise avec 240 salariés, c'est-à-dire pas un seul licenciement! Et ils sont toujours déterminés à l'imposer. Reste à élargir le rapport de forces. Ce sera le centre des préoccupations cette semaine, d'autant que la prochaine audience du tribunal de commerce sera le vendredi 23 juin à Poitiers, séance que le gouvernement n'a pas daigné reporter, voulant en finir au plus vite avec les GM&S!

Correspondant

CANCERS PROFESSIONNELS

Salariés exposés mais non reconnus

12% des salariéEs sont exposés dans leur travail à au moins un facteur cancérigène. Dans moins de la moitié des cas, les protections aux agents chimiques sont jugés efficaces par les médecins du travail. Et une minorité des cancers professionnels sont reconnus par la Sécurité sociale...

Le cancer est la première cause de mortalité en France. Certains facteurs professionnels sont susceptibles d'augmenter le risque d'être touché par la maladie. Un document récent de l'institut Santé publique France fait le point sur la situation des salariéEs à partir d'une enquête réalisée en 2009-2010.

12% des salariés exposés

Les auteurs soulignent que les facteurs de cancer sont souvent étudiés séparément les uns des autres, alors qu'en milieu professionnel, le travailleur peut être confronté simultanément à de nombreux agents chimiques, physiques et/ou biologiques, ainsi qu'à des contraintes organisationnelles et psychosociales. Ils précisent que « de faibles expositions associées à des risques faibles pour la santé, quand elles sont considérées séparément, sont potentiellement problématiques quand elles sont concomitantes, du fait d'interactions à minima additives ». Autrement dit, une exposition faible à un facteur cancérigène peut représenter un risque faible de cancer, mais plusieurs expositions faibles peuvent entraîner un risque élevé. Trois types de cancérigènes ont été sélectionnés dans l'étude : 24 agents chimiques, les rayonnements ionisants et le travail de nuit chez les femmes associé à un risque supplémentaire de cancer du sein (pas chez les hommes). Il en résulte qu'en France, en 2010, 12% des salariéEs – environ 2,6 millions : 2 millions d'hommes (17%) et 600 000 femmes (5,9%) – ont été exposés à leur poste de travail à au moins une nuisance cancérigène, et environ 757 000 salariéEs présentaient une exposition à

au moins deux cancérigènes (5,7% chez les hommes et 0,9% chez les femmes). Les trois quarts des hommes exposés étaient des ouvriers (53% qualifiés et 21%, non qualifiés et agricoles), alors que les femmes exposées occupaient surtout des professions d'employées de services (38%) ou intermédiaires (33%). Les salariéEs concernés étaient principalement des hommes ouvriers du bâtiment et des travaux publics, de la maintenance, du travail des métaux, des transports et de la réparation automobile, ainsi que des femmes des professions de santé (infirmières, sages-femmes et aides-soignantes), des coiffeuses, esthéticiennes et du personnel des industries dans lesquelles les matières premières subissent une transformation chimique en plus d'une transformation physique.

Des protections insuffisantes

Pour ce qui est des protections qui peuvent être à la disposition des salariés exposés, elles sont jugées satisfaisantes par les médecins du travail dans seulement moins de 45% des cas. Ces résultats confirment l'importance des risques qui contraste avec la sous-estimation des cas de cancers professionnels du fait, notamment, du manque d'information sur les expositions lors de la carrière des salariés et du délai, toujours long, entre le début de l'exposition et l'arrivée de la maladie (fréquemment après la cessation d'activité). Par ailleurs, les dossiers sont souvent étudiés par des médecins qui ne connaissent pas les situations de travail. La sous-estimation des cas entraîne une sous-déclaration et donc une sous-reconnaissance en maladie professionnelle. Selon l'INCa (Institut national du cancer), seuls 15 à 30% des cancers professionnels seraient ainsi reconnus, et l'on estime que plus de 60% des cancers du poumon et 80% des leucémies d'origine professionnelle

ne seraient pas déclarés et donc reconnus et indemnisés au titre des maladies professionnelles.

Les patrons ne veulent pas payer

Les patrons font tout pour empêcher l'information des salariéEs, les déclarations d'accident de travail, de maladie professionnelle. Les caisses d'assurance maladie sont bien souvent à leurs côtés pour en refuser la reconnaissance. Si une partie des médecins du travail ne jouent pas leur rôle par incompetence, soumission volontaire ou forcée aux pressions patronales, ceux qui résistent comme le Dr Huez¹ sont sanctionnés. Les attaques – contre ce qui reste de médecine du travail, contre les CHST – engagées par Macron-El Khomri vont être amplifiées par Macron président.

Le coût financier de ces milliers de cancers professionnels est donc supporté par l'Assurance maladie et non par le régime Accidents du travail-maladies professionnelles² : « Ce coût, qui devrait être payé par les industriels qui s'enrichissent en mettant la vie des travailleurs en danger, est indûment payé par la collectivité », souligne Annie Thébaud-Mony, sociologue spécialiste des questions de santé publique. Rappelant l'exemple de l'amiante, elle souligne dans Bastamag que les industriels savaient de quel risque il était porteur, affirmant à juste titre : « Il ne doit plus y avoir de permis de tuer dans le monde du travail... En l'absence de prévention efficace reposant en premier lieu sur l'expertise des travailleurs lorsqu'ils sont informés des dangers subis, on continue à fabriquer les cancers du futur. C'est intolérable. »

Henri Wilno

1 – Médecin du travail sanctionné par l'ordre des médecins pour avoir établi un certificat établissant un lien entre l'état de santé d'un salarié d'une entreprise sous-traitante du nucléaire et ses conditions de travail.

2 – Le coût de la sous-déclaration des AT-MP est évalué entre 500 millions et 1 milliard d'euros pour la CNAM.



CHARMAG

FRONT SOCIAL Contre la loi travail, la rue répond « lutte sociale! »

Un millier de militantEs ont répondu à l'appel du Front social lundi soir, place de la Concorde à Paris, au lendemain du second tour des élections législatives. D'autres rassemblements avaient lieu dans le même temps dans une quarantaine de villes en régions.



À Lille ce lundi, s'unir pour ne pas subir. DR

du DAL, beaucoup sont venus pour « observer » et rendre compte à leurs organisations syndicales,

principalement CGT ou FSU. Au niveau politique, une présence visible du NPA, mais de nombreux militantEs de

La France insoumise, de LO, au côté de militantEs Antifa, d'associations ou de structures militantes locales. Satisfaits de se (re)trouver ensemble au lendemain de la dernière séance du cirque électoral, les animateurEs et les militantEs reconnaissent la nécessité de travailler à l'élargissement du mouvement dès maintenant, ne serait-ce que pour être en capacité de bouleverser le rapport de forces dès le début septembre.

R.P. et correspondantEs

Voir aussi article en page 3

TATI Des repreneurs en concurrence... mais pas pour maintenir l'emploi

Le tribunal de commerce de Bobigny a reporté au lundi 26 juin sa décision concernant la reprise de l'entreprise Tati. Une centaine de salariéEs y étaient présents, appelés par la CGT pour soutenir deux propositions de reprises différentes.

Pour les 1754 salariéEs de Tati, l'enjeu est bien évidemment le maintien de l'emploi, de tous les emplois. Reprise en 2004 par Eram, l'entreprise accusait l'an passé des pertes opérationnelles d'environ 60 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 350 millions, et a été placée en redressement judiciaire le 4 mai.

Toujours des promesses?

En effet le tribunal de commerce devra faire un choix entre deux offres de reprise du groupe Agora Distribution (qui regroupe les enseignes Tati, Fabio Lucci, Gigastore et Degrif'Mania). D'une part, celle de GIFL, groupe GPG, modifiée in extremis vendredi soir et qui a le soutien d'Eram, prétend reprendre

Une volonté de montrer que tout ne finit pas avec les élections et qu'au contraire il y a urgence à se mettre en ordre de bataille pour stopper les projets de « destruction sociale massive » prévus dans la loi travail XXL du gouvernement Macron.

À Toulouse, Lyon, Rouen, Nantes, Le Mans, Perpignan, Strasbourg, Bordeaux, à chaque fois plusieurs centaines de participantEs dans des configurations d'appel parfois différentes. Avec toujours des militantEs qui se reconnaissent dans la volonté de construire rapidement un « front social » qui bloque les projets du gouvernement.

Travailler à l'élargissement

Au-delà de quelques structures CGT ou de Solidaires,

RENAULT Un milliard d'euros pour les actionnaires, des millions pour Ghosn

26 millions d'euros de super bonus à se répartir entre six dirigeants! Ni vu ni connu! Les informations de l'agence Reuters, révélant l'existence d'un plan pour ce montage, n'ont pas été démenties...

Renault déclare avoir «écouté» cette proposition émanant d'une banque d'affaires déjà impliquée dans les opérations de rachats et de restructurations de la firme automobile. Cette banque entretenait des liens étroits avec Carlos Ghosn selon la presse américaine, on est loin de la fable d'un consultant parmi des «douzaines d'autres» apportant sans prévenir quelques idées. Quant à l'application, «on n'en est pas près...», sans plus de précisions.

Un projet de super bonus via une caisse noire

La proposition s'appuie sur une structure Renault-Nissan créée en 2002 aux Pays-Bas par le prédécesseur de Carlos Ghosn pour se mettre à l'abri des services fiscaux français et des curiosités des salariés. Les économies nées des restructurations entre Renault, Nissan et Mitsubishi devaient alimenter ce qui dans le langage commun est appelée une caisse noire. Prévues pour l'enrichissement de quelques-uns, c'est une vraie niche mafieuse. Que Renault reconnaisse écouter ce genre de propositions est déjà accablant.

Ce super bonus avait pour vocation de s'ajouter aux plus de quinze millions d'euros touchés chez Renault et Nissan, sans compter le pactole supplémentaire annoncé chez Mitsubishi. Lors de la réunion annuelle des actionnaires tenue le 15 juin, la rémunération pour le mi-temps Renault de Carlos Ghosn a été votée sur la recommandation d'un comité de cinq membres... parmi lesquels Marc Ladreit de Lacharrière, celui-là même inculpé d'abus de biens sociaux pour les 630 000 euros versés à Pénélope Fillon! Bref un «expert» en rémunération correspondant à un travail non accompli. Ghosn sait choisir ses affidés dans ce monde où il se tiennent tous!

Près d'un milliard d'euros de dividendes pour les actionnaires

Donnant-donnant, cette même assemblée des actionnaires a entériné, avec le concours des représentants de l'État, le versement d'un dividende de 3,15 euros par action, ce qui représente un total de près d'un milliard d'euros. Comparé aux 2,40 euros versés en 2016, la hausse est de 30%... alors que les salaires sont bloqués chez Renault depuis des années! Il faut remonter à 2008 pour connaître un dividende supérieur, 3,8 euros par actions. C'était pile avant la crise systémique qui allait créer la violente récession de cette industrie. Aveugles aux crises qu'ils nourrissent par leur avidité de profit, ils



Ghosn jamais content. Et pourtant... DR.

préfèrent installer sur les voitures les dispositifs antipollution les moins chers et les moins efficaces.

L'indignation est largement partagée devant toutes ces pratiques aussi bien parmi les salariés de Renault que dans toute la population confrontée aux fins de mois difficiles. La légitimité de ce système de domination est

atteinte. Pour que cette indignation débouche sur des empiètements sur la domination sans partage du capital, Ghosn et ses compères PDG doivent pour commencer être contraints à rendre des comptes, les leurs et ceux de leurs firmes. Ce n'est pas une question de légalité mais de rapports de forces sociaux.

Jean-Claude Vessillier

RENNES (35) Plus que jamais contre la répression!

Nous étions plus d'une centaine, ce samedi 17 juin, au rassemblement contre la répression des dernières manifestations, appelé par le CoCoCriMS (collectif contre la criminalisation du mouvement social).

Notre but est d'exiger la libération des cinq personnes incarcérées et l'abandon des poursuites à leur égard. Le nombre reste modeste, mais il est à noter que la palette des forces représentées



Ne pas se laisser braquer! DR

est très large: les collectifs militants (Maison de la grève, la Défense collective, Nuit debout, CIP) des associations (Attac, la Ligue des droits de l'homme), le syndicat Solidaires, et les organisations politiques (Ensemble, PG, AL, JC et bien entendu le NPA). À noter la présence de nombreux/ses camarades des deux collectifs engagés dans la lutte autour des sans-papiers.

Se défendre, se remettre en marche

Tout le monde ici partage une sourde inquiétude liée à la situation à Rennes: l'accroissement de l'encadrement

administratif et policier des manifestations, la dégradation permanente de la liberté de manifester et l'intervention de plus en plus fréquente de la justice, toujours à charge...

Alors, la nécessité de réagir, de s'organiser, dans l'unité, pour la défense des incarcérés apparaît peu à peu comme le corollaire indispensable à la remise en marche du mouvement social que toutes les forces se disposent à construire...

Correspondant

1 - Voir l'Anticapitaliste n°388 et la pétition «Rennes, laboratoire de l'ordre en marche?»: <https://npa2009.org/actualite/societe/petition-rennes-laboratoire-de-lordre-en-marche>

CONGRÈS DE SOLIDAIRES Pas de deux

L'Union syndicale Solidaires tenait son septième congrès du 12 au 16 juin dernier à Saint-Brieuc, en pleine résistible accession d'Emmanuel Macron. 400 militantEs, avec seulement la moitié des structures locales représentées, étaient réunis pour discuter de trois résolutions consacrées à l'international, aux transformations du travail et à la construction de l'organisation.

Dernière-née des confédérations syndicales, ayant franchi la barre symbolique des 100 000 adhérentEs et stabilisé son audience électorale là où celle du syndicalisme de lutte est marquée par l'érosion, le congrès a été l'occasion de réflexions pertinentes sur les questions liées à la santé au travail, dont l'endémie de suicides, ou de l'organisation des travailleurs ubérisés.

Le rapport d'activité, voté à plus de 92%, a lui-même en exergue le rôle pivot joué par Solidaires lors de la mobilisation contre la loi travail: d'un côté, l'intersyndicale nationale, qui a volé en éclats depuis, et, de l'autre, les Nuits debout et la jeunesse la plus radicale, comme à Rennes par exemple, mais sans que, à ce stade, ne soit tirées toutes les conclusions pratiques qui s'imposent.

Des paroles et des actes

En effet, la question centrale de l'organisation de la riposte aux ordonnances Macron n'a été abordée qu'à 22 heures, la veille de la fin du congrès, dans le cadre d'une table ronde consacrée à l'actualité, après une introduction laborieuse de trente minutes en tribune pour laisser la parole à la salle limitée à trois minutes par intervention... Même si Solidaires a appelé aux manifestations qui se sont tenues ce lundi dans une trentaine de villes à l'initiative du Front social, c'est un peu tard.

Persuadé que Solidaires mérite mieux que d'être cantonnée à un rôle d'aiguillon de la CGT, alors que cette dernière s'enlise dans les discussions avec le gouvernement et somatise suite à la perte de sa première place dans le privé, plusieurs syndicats et Solidaires locaux ont défendu une motion d'actualité complémentaire, initialement proposée par SUD PTT, qui fait de la construction du Front social une priorité. La motion en question a certes été rejetée, mais avec autant d'abstentions et de NPPV que ceux qui ont voté contre.

Le renouvellement du secrétariat national a lui-même au psychodrame, la dérogation aux statuts de deux à trois membres maximum par organisation ayant été refusée in fine. Un épisode qui illustre le hiatus entre le développement réel de l'organisation dans le secteur privé et l'indigence d'implication au plan local qui prévaut, le plus souvent, de la part des fédérations les plus importantes. Pourtant, le renforcement de ces dernières est l'ossature indispensable pour peser, au plan interprofessionnel, dans les mobilisations à venir: ainsi, l'initiative de Solidaires Yvelines d'organiser une manifestation, le 30 août prochain, devant l'Université d'été du Medef à Jouy-en-Josas a été reprise par le congrès.

Correspondants

1428 emplois directs et 109 magasins, ainsi que 24 franchisés, avec l'objectif de les conserver sous leurs enseignes actuelles. Eram propose de participer au PSE à hauteur d'un million d'euros (sur cinq millions au total). Le repreneur promet un retour à l'équilibre de Tati d'ici trois ans. L'avenir du site emblématique de Barbès est incertain, alors que (ou parce que?) c'est aussi celui où les salariéEs sont le plus mobilisés, alors que le siège social échapperait à la restructuration.

De l'autre, un consortium d'enseignes discount mené par Centrakor, allié à La Foir'Fouille, Stokomani, Maxi Bazar et Dépôt Bingo qui s'engagerait à reprendre 1298 salariéEs et 98 magasins, dont 16 continueront à être exploités sous l'enseigne Tati, ainsi que 27 franchisés. Si l'enseigne Tati disparaît pour de

nombreux magasins, l'emploi dans le réseau de magasins serait moins touché.

Des syndicats divisés

Le comité d'entreprise, dans lequel la CGT est majoritaire, soutient plutôt le projet «Centrakor» qui préserverait également les institutions représentatives du personnel. En fait, les deux groupes qui proposent ces plans sont intéressés par les mêmes emplacements, ce qui rendait illusoire tout projet de rapprochement des deux projets. Les syndicats CFDT, UNSA et CFTC (dont les manifestantEs arboraient curieusement un T-shirt GIFL...), soutiennent le projet GPG. Pour influencer le Président du tribunal?

Mais les enjeux pour les salariéEs sont clairs: pas une suppression d'emploi, pas d'aggravation des conditions de

travail. Eram a fait des profits pendant des années sur le dos des salariéEs et réussi aujourd'hui à se mettre hors-jeu. Comme à GM&S et dans bien d'autres entreprises, les cessions et rachats permettent régulièrement de réduire les effectifs sans que les employeurs successifs n'en supportent aucune conséquence. Aucun des repreneurs ne s'engage au-delà de quelques mois... Les lois Macron et El Khomri sont passées par là, et le président de la République va passer une nouvelle couche pour «libérer» le travail.

L'avenir du magasin Tati de Barbès, c'est aussi un enjeu de société, de (sur)vie d'un quartier. Dans un Paris où les promoteurs immobiliers ont les dents longues et les soutiens nombreux, l'existence de magasins accessibles aux plus défavoriséEs est une vaine à supprimer. C'est ce qu'on compris



À Barbès, Tati jusqu'à quand? DR

les habitants du quartier de Barbès réunis dans un comité de soutien aux salariéEs de Tati, comité qui appelait à un rassemblement ce mardi 20 juin

devant la magasin Tati au moment de la discussion sur cette question au Conseil municipal de la ville de Paris. Robert Pelletier

Les comités en action!

Montpellier (34) Réunion publique réussie. Pas loin de 150 personnes (beaucoup de syndicalistes, quelques jeunes, des personnes qu'on avait vues pendant les Nuits debout...) malgré une chaleur étouffante, qui plus est un vendredi soir, alors qu'il n'y a plus aucun étudiant sur les facs et que nous étions à l'avant-veille d'un deuxième tour électoral « plié »... Clairement une réussite pour cette première initiative de l'Appel à résistance 34 (Assemblée citoyenne des 1^{re} et 8^e circonscriptions du 34, féministes de la Collective 34, libertaires de la CGA 34, CGT Educ'Action 34, CGT précaires Montpellier, CNT ESS 34, Ensemble! 34, FI, NPA 34, PCF 34, PG 34, Sud Chimie 34, Sud Éducation 34, Sud PTT) dont l'objet était de débattre de la poursuite de la casse du code du travail et des autres mesures de régression sociale et liberticides du gouvernement Macron.



DR

Après une introduction à plusieurs voix faisant le point sur la situation et l'intervention de représentants de BDS 34, de MigrantEs BienvenuEs et du collectif contre l'état d'urgence, la parole fut donnée à Richard Abauzit, spécialiste du droit du travail, sur la nouvelle loi en chantier.

Pendant le débat, on aura noté la volonté générale de continuer la pédagogie informative et analytique sur la politique à venir, et de commencer à poser les jalons de rassemblement, de manifestations, de prises de contact avec les structures syndicales à tous les niveaux, mais en accordant une place de choix aux instances locales.

Nous nous sommes quittés en nous donnant deux grands rendez-vous : ce lundi 19 une manifestation au centre de Montpellier dans le cadre de l'appel national du Front social, et le vendredi 30, à l'appel de Résistance 34, la réoccupation de l'Esplanade et de la Place de la Comédie avec des ateliers débats thématiques et réflexion sur les modes d'action, sur le contenu aussi de ce nous défendons. Plus que jamais la remobilisation continue!

Les Nôtres

Jack Ozerée

Typographe à 16 ans, puis tour à tour, photographe, chômeur, marchand de primeurs, correcteur, brancardier, Jack était un personnage truculent, fantasque, attachant. Après un long compagnonnage avec la LCR, il participe activement à la création et à la vie du NPA d'Elbeuf (près de Rouen). Sans-papiers, DR l'Front, Palestine : il voulait être de tous les combats pour changer le monde. Une santé vacillante ces dernières années le bridait. Un arrêt cardiaque et deux mois de réanimation ont eu raison de son appétit de vivre.



DR

En prévision de son inhumation, il avait écrit un texte dont voici des extraits. « La grande question : *avais-je raison d'être athée ? "Dieu", c'est un joli mot, trop beau sans doute pour être vrai. Si notre peuplade l'avait baptisé "PQ", aurait-il eu autant de succès auprès de certains ? "Notre PQ qui êtes aux cieux" etc. etc. Rendez-vous compte un peu ! D'ailleurs, de ces deux inventions humaines, quelle est la plus indispensable ? Ultime argument : s'il n'a ni commencement ni fin, comment expliquer ce CDD d'une semaine avec un jour de RTT ? Pas le moindre contrat d'avenir... Rien ! Ou alors il a un boulot d'intermittent du spectacle ? Oui ! Comme illusionniste ! Et puis, les âmes blanches au paradis, les âmes grises au purgatoire, les âmes noires en enfer... N'est-ce pas déjà du racisme ? Allez ! Buvez frais et vivez heureux en attendant la mort ! » Sacré Jack ! Adieu camarade, le combat continue **Ses camarades d'Elbeuf***

Le ministre évoque, de manière très lapidaire, un ensemble de mesures de contrôle et de publicité des comptes des partis, mais surtout de l'identité de leurs donateurs. Sous couvert de respect du plafond annuel des dons versés aux formations politiques et donc de lutte contre le financement illégal, en particulier via les pseudo-micro partis, cette future loi risque bien de faire aboutir une offensive amorcée avec la « loi Cahuzac ». Celle-ci demandait la transmission d'une liste exhaustive de tous les donateurs et cotisants à la CNCCFP, quels que soient le montant versé et la structure concernée. En clair, le fichage pur et simple pour touTEs, et même l'affichage public pour les plus généreux...

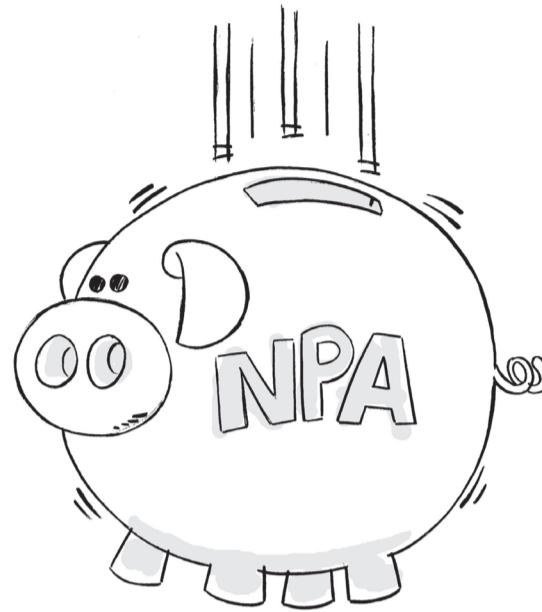
Dans l'air du temps

Enfin, bien que non citées par le ministre, deux mesures sont évoquées par le député PS René Dozière dans un rapport remis au ministre Bayrou. Seront-elles incluses dans la loi finale ? La conférence de presse du ministre Bayrou peut laisser penser que non. Mais on peut les considérer comme tout à fait cohérentes avec l'esprit du projet de loi mais aussi avec l'air du temps... Elle seront donc, tôt ou tard, mises en œuvre. La première mesure consiste à préciser la définition d'un parti politique afin de réduire le nombre d'organisations pouvant être reconnues comme telles. Là encore, il s'agit officiellement de lutter contre les pseudo partis qui pratiquent la collecte décentralisée de dons pour les formations politiques plus importantes, ainsi que d'autres malversations comme le FN l'a pratiqué lors de tous les suffrages depuis 2011. Mais une fois posée l'évidence, combien de conditions faudra-t-il remplir pour être un parti ? On ne peut que s'inquiéter d'une approche dont on voit le début... mais pas la fin ! D'ailleurs, le projet du député Dozière contient déjà une condition

Souscription de printemps

Les coups bas, toujours...

Reprenons le cours de l'analyse des propositions du ministre Bayrou contenues dans le projet de loi « pour la confiance dans notre vie démocratique » (sic)...



CHARMAG

inquiétante qu'un parti devrait remplir pour être reconnu comme tel : « soutenir des candidats aux élections locales et nationales ». On voit bien que certains tournent autour du sacro saint article 4 de

la Constitution, lequel dit que les partis « se forment et exercent leur activité librement ». Une base libérale, dont aucun démocrate, bourgeois ou socialiste, ne saurait renier la nature élémentaire...

La seconde mesure, cousine de la première, peut-être même siamoise, consiste à remonter le plafond au-delà duquel l'aide publique peut être touchée par un parti dans le cadre des élections législatives. Passant de 1% dans 50 circonscriptions à 2,5% dans 100 circonscriptions, ce relèvement fera évidemment le ménage parmi les petits partis. Par ailleurs, là aussi, jusqu'où le plafond sera-t-il relevé ?

L'État fort en marche...

Concluons et élargissons de nouveau la focale. La dynamique actuelle de recul démocratique laisse penser que l'État fort est en marche. Le projet de loi de transposition de l'état d'urgence dans le droit commun en est son glaive. Mais toute la machinerie de contrôle des partis, moins compréhensible et visible, et ce d'autant qu'elle a une face positive, en est peut-être l'un de ses boucliers, sans parler des réformes électorales... Car il est très probable que la séquence 2022 verra s'abattre de nouvelles barrières pour toute formation qui serait trop faible et/ou trop dangereuse. Pour ne parler que de la mesure la plus brutale et visible, le silence des politiques sur ce point n'étant que l'envers du volontarisme affiché de certains éditorialistes à son sujet, prenons le pari que le nombre de parrainages à récolter pour présenter un candidat à l'élection présidentielle sera certainement relevé...

Arrêtons-nous là... Et n'oubliez pas de soutenir financièrement le NPA!

Sylvain Madison
POUR VERSER À LA SOUSCRIPTION :
<https://souscription.npa2009.org>

Congrès

Le NPA au 13^e congrès d'Alternative libertaire

Le 13^e congrès d'Alternative libertaire s'est déroulé les 3, 4 et 5 juin derniers à la Manufacture des Tabacs à Nantes. Il a réuni pas moins d'une centaine de délégués venant des différents Collectifs pour une Alternative libertaire (CAL) présents sur l'ensemble du territoire.

basée sur l'auto-organisation des travailleurEs. Les questions électorales restent le désaccord majeur.

Perspectives difficiles

Ce sont les questions écologiques qui ont ouvert le bal de ce congrès par une réflexion de fond intitulée « L'humanité au sein du vivant ». Un débat riche qui a notamment mis en exergue la question antispéciste à travers la domination de l'homme sur l'animal et la nature. Pour l'AL, s'il y a nécessité d'une rupture fondamentale dans la façon d'imaginer le développement de l'humanité, et de fait son rapport à l'animal et à la nature, il n'est pas du rôle d'une organisation révolutionnaire de se prononcer sur de tels choix philosophiques. Le congrès a évidemment été traversé par le bilan du mouvement contre la loi travail mais également marqué par la situation engendrée par l'état d'urgence, le renforcement de l'appareil d'État et de la répression, avec une réflexion sur les réflexes à adopter face à une répression croissante et la préparation morale et matérielle que cela implique.

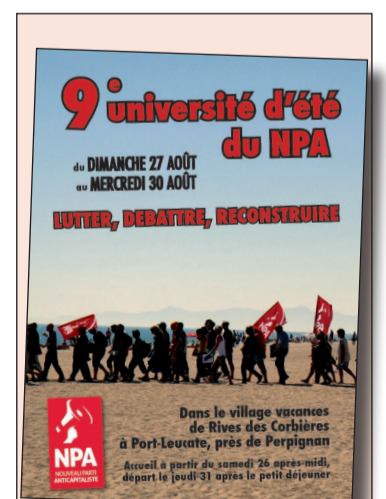
Comme lors des congrès précédents, les congressistes sont une nouvelle fois revenus sur l'expérience des fronts anticapitalistes (résolution de 2008) auxquels des comités du NPA ont pu participer ici ou là. Actant que cette stratégie est épuisée, le texte d'orientation laisse quand même une voix possible pour l'expérimentation de cadres plus souples, plus ponctuels, adaptés à chaque situation.

Enfin, le texte d'orientation comme les débats de congrès expriment la difficulté de définir des perspectives dans la période. Le texte d'orientation, de l'appréciation des congressistes eux-mêmes, reste assez discret sur cet aspect. L'AL en reste donc à ce qui a été défini au congrès antérieur. Pour la grande majorité des militantEs, en l'absence de perspectives réelles, il faut privilégier l'auto-développement, la construction de l'organisation. Celle-ci doit notamment passer par la recherche d'une implantation dans les lieux de production, mais aussi tenter l'expérience de « penser différemment pour changer

d'échelle » par un fonctionnement plus inclusif, plus accessible à la grande masse des salariéEs.

Sandra Cormier (NPA 44)

Les textes votés au congrès sont accessibles sur <http://www.alternativelibertaire.org/?-13e-congres-2017->



INSCRIPTIONS EN LIGNE :
<https://npa2009.org/ue2017>

Essai

Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky, Noam Chomsky

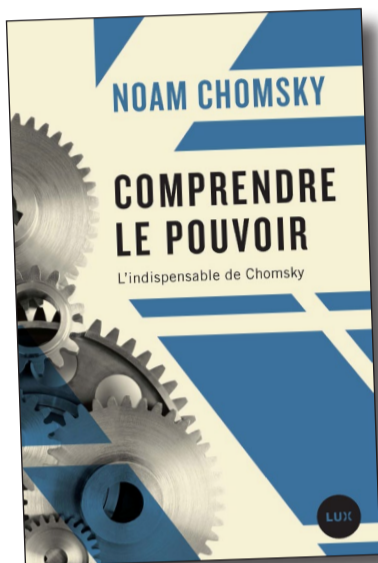
Lux Éditeur, 2017 (réédition), 25 euros

« Tout gouvernement a besoin d'effrayer sa population et une façon de le faire est d'envelopper son fonctionnement de mystère. C'est la manière traditionnelle de couvrir et de protéger le pouvoir: on le rend mystérieux et secret, au-dessus de la personne ordinaire. Sinon, pourquoi les gens l'accepteraient-ils? », écrit Chomsky dans ce livre qui est une retranscription de dialogues avec des étudiants, ce qui lui donne une forme assez vivante.

Chomsky s'attache à démontrer à travers l'histoire de la politique des USA les mécanismes bien rodés qui permettent le contrôle de la population pour imposer une politique contraire aux déclarations d'intentions, les mensonges officiels. La compréhension de ces mécanismes de domination est indispensable aux combats et perspectives pour l'émancipation.

Il ne cherche pas à formuler une vision synthétique, il déploie un grand talent d'enseignant pour démasquer les mécanismes et les tromperies des puissantes institutions du monde à partir d'une vaste connaissance d'informations factuelles.

Chomsky ne se revendique pas du marxisme ni du léninisme qui lui apparaissent sous la forme d'une construction idéologique telle que les ont transformés bien des intellectuels adaptés à l'héritage stalinien comme Althusser, un « charlatanisme » selon son expression.



Cette réédition regroupe trois ouvrages qui se retrouvent dans les trois grandes parties, trois « mouvements », qui structurent le livre. Le premier souligne l'importance du militantisme, son action sur l'opinion, les changements auxquels il participe ou entraîne dans le sens

de la transformation du monde, les moyens qu'il possède pour contrer la propagande officielle, le « monde d'Orwell »... Le deuxième mouvement confronte la politique des classes dominantes américaines et les alternatives au capitalisme, les façons de combattre l'endocrinement dans nos sociétés... Le troisième illustre l'idée que « le pouvoir ne souhaite pas que les gens comprennent que l'on peut provoquer des changements ». Il démythifie les charlatanismes intellectuels pour démonter les mécanismes de domination du système afin de « construire un autre futur »...

D'une grande actualité

Chomsky situe ses perspectives dans le cadre de la gauche américaine sans imaginer une perspective de transformation révolutionnaire à travers les luttes de classes du point de vue du prolétariat. Mais son récit est riche et convaincant que la nécessaire rupture avec le capitalisme passe par... la conquête du pouvoir par les classes exploitées.

Il souligne en particulier le tournant que représente la stratégie de sécurité nationale adoptée en 2002 par Bush, dont le but avoué est de perpétuer indéfiniment la domination des États-Unis en empêchant l'émergence de tout rival. Cette stratégie est dans la continuité de la pratique des administrations passées, tant républicaines que démocrates. Ce qui a changé c'est que cette politique s'affirme sans détour. Obama a été une vaine tentative de retour aux prétentions messianiques de l'impérialisme US pour justifier sa politique militariste de rapine. Un échec qui a ouvert la voie à une brutalité plus grande que celle de Bush, Trump. Ce n'est pas le propos du livre, mais ses conclusions sont d'une grande actualité quand il décrit la menace que représente pour l'humanité une telle volonté d'hégémonie en particulier du fait du réchauffement de la planète et de l'exacerbation du risque nucléaire et de guerre.

Yvan Lemaître

Bande dessinée

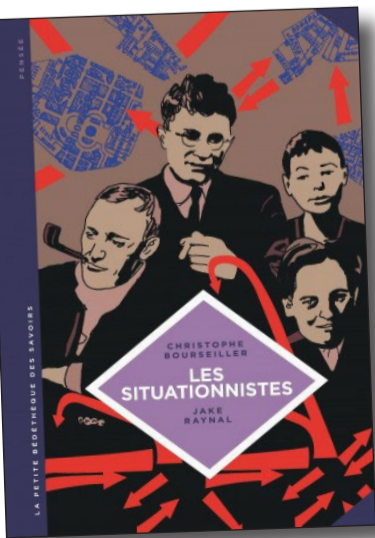
Les situationnistes

Textes de Christophe Bourseiller et dessins de Jake Raynal, La petite bédéthèque des savoirs, Lombard, 2017, 10 euros

Comme le disent les premiers mots de ce petit livre, « À bien des égards, l'histoire de l'internationale situationniste se confond avec celle de son principal animateur, Guy Debord ». C'est donc bien en compagnie de Guy Debord que cette petite collection un peu pédagogique et explicative (au bon sens du terme) nous propose de passer quelque soixante-dix pages. D'abord à conseiller aux néophytes qui, après en avoir entendu parler, veulent être introduits un peu plus précisément au mouvement situationniste. Un mouvement qui a marqué la vie intellectuelle et politique de l'Europe des années

1950 aux années 1970, émaillé par de magnifiques slogans qui ont notamment laissé leur empreinte sur le Mai 68 français (« Vivre sans temps mort, jouir sans entrave »), et par de multiples provocations dont les derniers soubresauts se feront sentir... dans le mouvement punk anglais! L'occasion de mesurer l'apport incontestable de la critique radicale de la « société du spectacle », le paravent d'une société de consommation qui, derrière le masque de la prétendue abondance des biens, cache mal le développement des frustrations. Pour les déjà initiés, cette petite réexploration – fort agréable – sera l'occasion de survoler ses classiques en remettant en place l'ordre des choses, et de s'interroger (en ce qui nous concerne) sur la place de la critique situationniste dans notre propre élaboration et nos propres bilans. Qu'avons-vous à garder de Raoul Vaneighem quand il écrit que « Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre »? Riche dans son iconographie et d'une lecture aisée, pour commencer à répondre à cette question (et à bien d'autres), on ne peut que conseiller de se plonger dans ce petit opuscule très bien réalisé.

Manu Bichindaritz



Musique et poésie

Les chansons de Prévert: 1934 à 1962

Frémeaux et associés, 2017, 23 euros

Sur la pochette, un portrait noir et blanc de Prévert vieillissant, la clope au bec comme sur presque toutes les photos, avec en arrière-plan le Paname populaire si cher à l'artiste et indissociable de son œuvre. À la fois poète et scénariste, il est aussi engagé politiquement, avec sa troupe de théâtre Le groupe Octobre (en référence à la Révolution de 1917). Il va lire son texte « Citroën » devant l'usine en solidarité aux ouvriers en grève et par là même dénoncer le système capitaliste. En 1936, il soutient publiquement dans l'Humanité les combattants espagnols. Et puis il y a les nombreux poèmes qui dénoncent l'autoritarisme de l'État, la violence des institutions, la misère qu'il a bien connue enfant... « Barbara », « Les feuilles mortes », « Chanson pour les enfants de l'hiver », « Deux escargots s'en vont à l'enterrement »... Une compilation de trois disques vient de sortir réunissant « les



chansons de Prévert » sur trois décennies. Des textes mis en musique, pour la plupart, par son ami Joseph Kosma, et chantés par des artistes à la hauteur du poète: Piaf, Gréco, Montant, Mouloudji... Petit bémol sur ce regroupement de chansons: il y en a beaucoup, trop même, avec des titres en triple, en quadruple, comme s'il n'y avait pas eu de sélection. Tout y est... Un conseil: piochez donc dans les 81 chansons proposées pour vous faire votre propre compilation et gardez des bijoux comme « Barbara » dit par Montant ou la « Chanson du géolier » par Cora Vaucaire. La sortie de cet album est surtout l'occasion de se plonger – ou de se replonger – dans les écrits de Prévert et de les faire connaître. Un artiste incontournable du 20^e siècle, dont l'œuvre artistique est intimement liée aux luttes ouvrières et aux mouvements populaires.

Béa Walylo

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

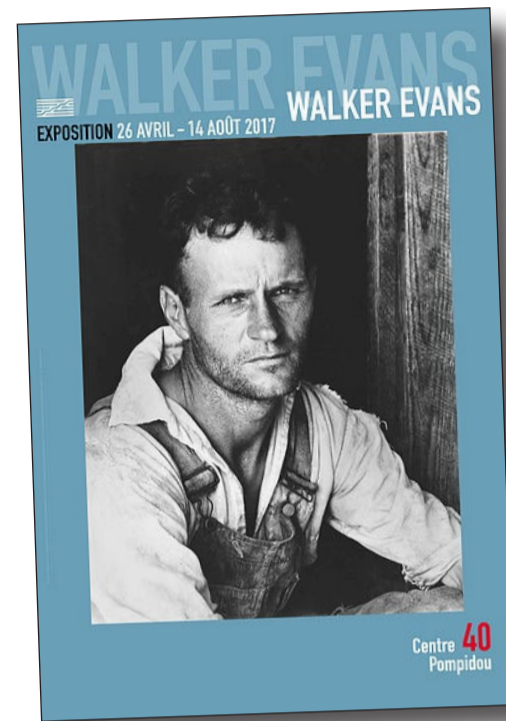
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44

Exposition

« Walker Evans »

Jusqu'au 14 août au centre Pompidou (Paris)



Une rétrospective a lieu sur ce photographe américain, auteur essentiel du 20^e siècle (1903-1975). Plus de 300 photographies et objets collectionnés par l'auteur sont regroupés pour la première fois dans un musée français. Walker Evans est connu d'un large public pour son travail sur les fermiers ruinés par la crise des années 1930. Tout le monde a vu ces portraits de femmes fatiguées par la misère qui regardent le photographe.

Mais plus fondamentalement, le travail de Walker Evans marque une rupture avec la photographie qui le précède, la photographie d'art, le pictorialisme (Alfred Stieglitz). Finis les paysages urbains enveloppés de fumée, finie la photo qui imite la peinture impressionniste. Il montre le réel: les maisons, la rue, les enseignes publicitaires, les fils électriques, les déchets, les outils... Il revendique lui-même son intérêt pour le vernaculaire, les objets du quotidien qui ne font pas partie du monde de la culture. Les maisons victoriennes de Boston sont photographiées de face, à la chambre, en plein soleil pour obtenir un maximum de détails, le photographe disparaissant derrière son image pour viser une sorte d'objectivité presque documentaire.

C'est avec cet état d'esprit qu'il s'engage en 1935 dans la section photographique de la Farm Security Administration, avec de nombreux autres photographes telle Dorothea Lange. L'administration Roosevelt a besoin d'images pour convaincre son opinion publique d'accepter le New Deal et d'adopter un programme de subventions aux petits paysans ruinés par la sécheresse et la Dépression. Pendant plusieurs semaines, il vit avec trois familles de métayers de l'Alabama et partage leur quotidien au point que la police du comté s'inquiète de cette présence suspecte. Les photographies qu'il en rapporte deviendront les images de référence de la crise, à la fois documentaires, de propagande et finalement objets d'art.

Cette exposition unique permet de découvrir cet auteur dans toute sa complexité de façon très complète. Une occasion à ne pas manquer.

Jean-Marc Bourquin

Annonce

La Belle Rouge festival

Du 28 au 30 juillet 2017 à Saint-Amant-Roche-Savine (63)

Le festival de la compagnie Jolie Môme: théâtre, chanson, cirque, films, ateliers politiques... et fraternité! Tout cela dans un joli et combatif petit village de montagne, au dessus d'Ambert en Auvergne. Avec sur place, campings gratuits à disposition, et stands de restauration. Forfait pour les 3 jours de 40 à 90 euros

INFOS, PROGRAMME ET BULLETIN DE RÉSERVATION SUR: <http://cie-joliemome.org/?cat=131>



TUNISIE « La popularité des mobilisations à Tataouine a mis le gouvernement en grande difficulté »

Entretien. Dirigeant et député du Front populaire de Tunisie, **Fathi Chamkhi** revient sur le mouvement populaire dans le sud tunisien et de façon plus globale sur la situation sociale et politique du pays.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Comment expliquer la vigueur des mobilisations ayant lieu depuis plusieurs mois dans le sud tunisien ?

Le sud tunisien est secoué de manière récurrente ces dernières années par des mouvements sociaux. Celui de la région de Tataouine est de loin le plus radical et le plus massif. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord par la crise économique qui persiste depuis sept ans et qui est particulièrement grave dans le sud. Celle-ci combine le grippage du système en place après la révolution et les effets de la guerre civile en Libye, car la région de Tataouine a traditionnellement de fortes relations d'échanges économiques avec ce pays frontalier. Ensuite l'incapacité des gouvernements successifs à soulager le poids de la crise sociale, notamment le chômage et le sous-emploi dans la région qui sont parmi les plus élevés dans le pays. Il convient de préciser qu'aux élections de 2011 et de 2014, la région de Tataouine avait voté massivement pour Ennahdha. Mais ce parti islamiste a largement déçu. La campagne « Où est le pétrole » a certainement nourri la mobilisation de ces jeunes chômeurs : cette région produit environ le tiers du pétrole tunisien, mais cela ne leur a bénéficié en aucune manière.

Que penses-tu du mot d'ordre de nationalisation des ressources du sous-sol avancé par les sit-inneurs de la région voisine de Kebili ?

Il est tout à fait compréhensible qu'ils avancent ce mot d'ordre. Certes, les ressources du sous-sol sont propriété de l'État, mais ce

sont des compagnies étrangères qui les exploitent dans le cadre de concessions. Dans leur bouche, le mot d'ordre de nationalisation veut dire « ces richesses sont les nôtres et nous devrions être les premiers à en profiter ». Il ne s'inscrit pas dans un programme politique de type socialiste.

Quelle est l'ampleur de la corruption et de la contrebande ?

Ils sont les enfants légitimes du capitalisme néolibéral qui sévit depuis un quart de siècle. Celui-ci a permis l'émergence d'une classe de contrebandiers et d'affairistes. La corruption et la contrebande sont devenues des données structurelles du système en place, basé sur un État appauvri, bâillonné, où le business est roi. On ne cesse d'entendre affirmer qu'il faut mettre en place « un climat propice à l'investissement », c'est-à-dire prendre des mesures très libérales avec un État incapable de surveiller quoi que ce soit. Ce phénomène a pris une importance considérable après la révolution de 2011. Tous les démons ont été lâchés et ont tout envahi.

Pourquoi le gouvernement a-t-il brusquement déclenché des mesures anticorruption ?

Cette décision a surpris tout le monde. Dans l'absolu, mettre en prison huit gros contrebandiers et capitalistes véreux est une bonne

chose. Mais de là à penser que le gouvernement va se lancer dans une campagne contre la corruption et la contrebande, il y a un grand pas. C'est sans doute la conjoncture difficile dans laquelle se trouvait le gouvernement qui l'a poussé à agir. Tout le monde s'attendait à un changement d'ampleur de l'équipe gouvernementale, voire un remplacement du gouvernement.

Face à la mobilisation des enseignants de l'UGTT, le pouvoir a été contraint de destituer le ministre de l'Éducation. Dans la foulée, il a jeté en pâture la ministre de l'Économie et des Finances. La popularité des mobilisations à Tataouine a mis le gouvernement en grande difficulté. L'annonce de mesures anticorruption au lendemain de la mort d'un manifestant a permis de faire passer momentanément la lutte du sud tunisien au second plan. Le gouvernement a vu sa popularité immédiate remonter en flèche.

Mais rapidement, le doute a pris le dessus. Depuis ces arrestations, il ne s'est en effet pas passé grand chose. Le gouvernement a très peu communiqué à ce sujet. Il est difficile de comprendre ce qu'il va faire. On ne sait pas quelles sont les accusations retenues, si des réseaux ont été démantelés. Il n'est pas exclu que dans quelques semaines certaines de ces personnes arrêtées soient remises en liberté.

Où en est la dette tunisienne ?

La dette a explosé après janvier 2011. Elle est passée de 40,5% du PIB en 2010 à 64,7% en 2017. Cet argent n'a pas été utilisé pour développer l'économie, financer des mesures sociales ou améliorer les services publics. Il a au contraire été utilisé pour tenter de sauver l'économie néocoloniale. Ce système est en effet accro à la drogue des monnaies fortes. La dette a compensé la forte baisse des autres sources de devises comme par exemple le tourisme ou l'exportation de phosphates.

Le groupe Carrefour, qui est devenu hégémonique dans la grande distribution, réalise par exemple son chiffre d'affaires en dinars tunisiens. Mais il a besoin de devises fortes pour payer ses importations et rapatrier ses bénéfices. Une première conséquence de l'ampleur croissante de la dette est que le gouvernement n'a plus aucune marge de manœuvre envers la Banque mondiale, le FMI et les États impérialistes. Une seconde conséquence est que le montant du service de la dette correspond au budget d'une dizaine de ministères, dont ceux de la Santé, des Affaires sociales, de l'Emploi, etc. Un projet d'audit de la dette a été déposé à l'Assemblée... mais celui-ci est toujours dans la pile des dossiers à traiter de la Commission des finances.

En 2012 et 2013, Nidaa Tounès et le parti islamiste Ennahdha se sont violemment affrontés. Depuis janvier 2015, ils sont ensemble au pouvoir. Sur quels intérêts communs a été conclue cette alliance ?

Cette alliance reposait sur la volonté commune de Nidaa, d'Ennahdha, des institutions financières internationales et des grandes puissances de revenir à la situation économique et sociale d'avant 2011. Aucun des deux principaux partis tunisiens ne pouvait à lui seul réussir un tel objectif, d'où la conclusion de cette alliance qui est au pouvoir depuis janvier 2015.

Quels effets a eu cette alliance sur ces deux partis ?

Nidaa Tounès a éclaté en plusieurs morceaux. Son groupe parlementaire n'est plus que de 57 députés sur 86 élus en 2014. Gravement discrédité après son passage au pouvoir en 2012-2013, Ennahdha a fortement bénéficié de cette alliance. Il est notamment redevenu le premier parti du Parlement car aucun des 69 députés élus en 2014 ne l'a quitté. **Propos recueillis par Dominique Lerouge**

Victoire partielle à Tataouine

Un accord est intervenu le 16 juin entre le gouvernement et les manifestants, en présence du secrétaire général de l'UGTT. Alors qu'aucun recrutement de jeunes chômeurs de la région n'était initialement prévu par les compagnies de pétrole et de gaz, elles en embaucheront 1500 avant décembre selon un calendrier précis. D'autres emplois, malheureusement précaires et mal payés, seront par ailleurs créés : 1500 en juin 2017, 1000 en janvier 2018 et 500 en 2019. D'autres mesures figurent dans l'accord, dont notamment l'engagement du gouvernement à ne pas poursuivre les protestataires. Méfiants, les jeunes sont prêts à tout moment à reprendre les blocages si le gouvernement n'honorait pas ses promesses. Pour cette raison, ils n'ont pas démonté les tentes utilisées pour les sit-in à proximité des installations pétrolières et gazières. Ces acquis ne suffiront pas pour autant à résoudre la crise économique et sociale que connaît la région.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

SCIENCES TRUMP ET LE SIDA.

AVENIR Six membres d'un comité officiellement chargés de conseiller le président américain sur la lutte contre le Sida ont annoncé le 19 juin 2017 leur démission. Scott Schoettes, l'un de ces experts, explique dans une lettre ouverte publiée sur le site internet de Newsweek les raisons qui les ont poussés – lui et les cinq autres membres – à prendre cette décision. « Nous avons consacré notre vie à la lutte contre le Sida et nous ne nous sentons pas capables de le faire efficacement au sein d'un comité chargé de conseiller un président qui ne s'en soucie guère », déplore Scott Schoettes. Selon l'expert, non seulement le gouvernement du président américain « n'a aucune stratégie de lutte contre l'épidémie actuelle de VIH », mais il ne recherche « aucune information » utile sur le sujet auprès des experts de ce comité consultatif, intitulé « Presidential Advisory Council on HIV/AIDS » (PACHA) et qui peut compter jusqu'à 25 membres (responsables de la santé publique, chercheurs, personnes vivant avec le virus...). Mais pour les six experts démissionnaires, le plus préoccupant est que le gouvernement « défend des lois qui vont nuire aux personnes atteintes du VIH et vont interrompre ou revenir en arrière sur des progrès importants réalisés dans la lutte contre la maladie ». (...) « Nous ne pouvons pas ignorer les nombreux signaux envoyés par le gouvernement Trump montrant qu'il ne prend pas au sérieux l'épidémie actuelle et les besoins des personnes atteintes du VIH », ajoute l'expert démissionnaire. Or le Sida est toujours un problème de santé publique majeur aux États-Unis, où seuls 40% des personnes ont actuellement accès à des traitements cruciaux pour leur survie.

« Trump « désintéressé » par le Sida, six experts démissionnent », Lise Loumé, *Science et avenir.fr*, lundi 19 juin 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org